

Etudes et documents

1970- 2009 : 40 ans d'observation conjoncturelle à Genève

Données Générales

Analyses

Tableaux de bord

Impressum

Edition	Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève
Responsable de la publication	Dominique Frei, directeur
Rédaction	Didier Benetti
Composition, mise en page, illustration graphique	Stéphanie Bisso
Illustration de la couverture	Hermès Communication, Genève
Impression	Atar Roto Presse SA, Genève
Prix	35 F
Tirage	600 exemplaires
©	OCSTAT, Genève 2010. Reproduction autorisée avec mention de la source
Renseignements	
Centre de documentation	De 9h à 12h et de 14h à 17h (vendredi : 16h) ou sur rendez-vous. Tél. + 41 22 388 75 00
Indice des prix à la consommation	Répondeur téléphonique : + 41 22 388 75 65
Liste des publications	Voir dernières pages de couverture
Charte de la statistique publique de la Suisse	L'OCSTAT s'est engagé à respecter la charte dans la conduite de ses activités statistiques

Etudes et documents

1970 - 2009 : 40 ans d'observation conjoncturelle à Genève

Sommaire	Page
Table des matières	3
Introduction	4
1. L'évolution de l'économie suisse : quelques points de repère	6
2. Economie et population : une comparaison entre Genève et la Suisse	15
3. L'emploi	22
4. Les indicateurs sectoriels de l'économie genevoise	29
Glossaire	43
Graphiques : séries statistiques utilisées et sources	44

Table des matières	Page
Introduction	4
1. L'évolution de l'économie suisse : quelques points de repère	6
1.1 L'évolution au cours du XX ^e siècle	6
1.2 Les hauts et les bas de l'économie suisse depuis 1970	8
1.3 Evolution de quelques indicateurs nationaux clefs depuis 1970	10
2. Economie et population : une comparaison entre Genève et la Suisse	15
2.1 L'évolution économique globale	15
2.2 L'évolution de la population	18
3. L'emploi	22
3.1 L'emploi global en Suisse et à Genève	22
3.2 La main-d'œuvre étrangère dans le canton de Genève	23
3.3 Le chômage en Suisse et à Genève	26
3.4 La masse salariale versée dans le canton de Genève	28
4. Les indicateurs sectoriels de l'économie genevoise	29
4.1 Les exportations	29
4.2 Le tourisme	31
4.3 L'industrie	34
4.4 La construction et le logement	35
4.5 Quelques autres indicateurs	40
Glossaire	43
Graphiques : séries statistiques utilisées et sources	44

En bref

A l'aide de nombreux graphiques, cette publication s'efforce de retracer l'évolution de la conjoncture économique dans le canton de Genève, de 1970 à nos jours, au travers des indicateurs statistiques qui ont traversé cette époque. L'évolution de l'économie suisse sert de point de référence pour mieux apprécier l'évolution de l'économie genevoise, ses cycles économiques et ses autres mutations structurelles. L'analyse couvre également les principales données de cadrage qui peuvent influencer sur l'évolution économique, comme la population ou le nombre de logements.

Introduction

La conjoncture et son évolution sont avant tout des phénomènes de dimensions nationale et internationale. Il n'existe pas à proprement parler de conjoncture genevoise, même si les fluctuations économiques qui touchent le canton ne sont pas identiques à celles que connaît la Suisse. Les écarts d'amplitude et de temporalité entre les territoires s'expliquent notamment par les différences de structures économiques, dont dépendent les capacités de résistance et d'adaptation des économies concernées. Conjoncture et structure économique sont donc liées : le choc conjoncturel ébranle l'économie et met souvent en évidence ses problèmes structurels. Comme le montre l'examen de la période 1970-2009, un même choc ne produit pas les mêmes effets.

La crise qui frappe la Suisse au milieu des années 1970 est brutale et l'économie souffre comme jamais depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les lacunes de l'observation conjoncturelle apparaissent alors au grand jour, tant à l'échelon national que régional. Il est difficile de remettre d'aplomb une économie malade quand on n'a qu'une vague idée des causes de ses maux et de leur ampleur.

Cette crise marque le véritable point de départ du développement de l'appareil statistique conjoncturel en Suisse. Les pouvoirs politiques, l'administration, les milieux économiques, les associations et groupements professionnels ou encore les médias se rendent compte de la nécessité de disposer de données fiables et récentes. Fédéralisme oblige, les cantons suivent le mouvement à leur guise. Celui de Genève est l'un des premiers à développer une batterie d'indicateurs conjoncturels à vocation cantonale.

Durant les années septante, l'OCSTAT, alors Service cantonal de la statistique, devient le principal pourvoyeur de données statistiques conjoncturelles à caractère local. Régionalisation d'enquêtes conjoncturelles nationales, meilleure exploitation

de données administratives, développement d'indicateurs spécifiques, l'objectif est de prendre le pouls de l'économie locale de manière aussi régulière et précise que possible.

Aboutissement de ce développement, en mars 1979 sort le premier numéro de la série des « Reflets conjoncturels », dont le sous-titre dénote son objectif : « Quelques indicateurs pour l'économie genevoise » (voir page 20). Cette publication trimestrielle, associant commentaires et illustrations graphiques, présente donc l'évolution des indicateurs en lien avec la conjoncture qui sont disponibles à l'échelon cantonal et les compare avec les évolutions observées à l'échelon suisse.

Trente ans après, les « Reflets conjoncturels » poursuivent leur mission, toujours sur huit pages associant textes et graphiques. Si l'objectif de refléter l'évolution de la conjoncture est resté identique, les indicateurs d'hier ne sont pas forcément ceux d'aujourd'hui. Le « nombre de communications Téléx » est ainsi à classer au rayon de l'histoire économique. D'autres existent encore mais ont été supplantés en matière de pertinence conjoncturelle : l'évolution des mouvements de fonds des comptes de chèques postaux (CCP) n'a ainsi plus aucun sens, tandis que la consommation électrique ou le nombre de voitures en circulation reflètent désormais plus l'évolution de la société que celle de la conjoncture, comme on le voit à la fin de cette publication. La plupart des indicateurs sont toutefois fidèles au poste. L'enquête de conjoncture pour l'industrie, qui occupait la moitié de la publication en 1979, continue d'être l'un des fleurons de l'observation conjoncturelle à Genève, même si le poids de l'industrie dans l'économie cantonale a fortement diminué. D'autres indicateurs, moyennant parfois quelques adaptations, ont traversé les trois décennies : le nombre de chômeurs, celui de frontaliers, l'évolution du niveau des prix, les activités de la construction, la fréquentation des hôtels du canton et celle de l'aéroport.

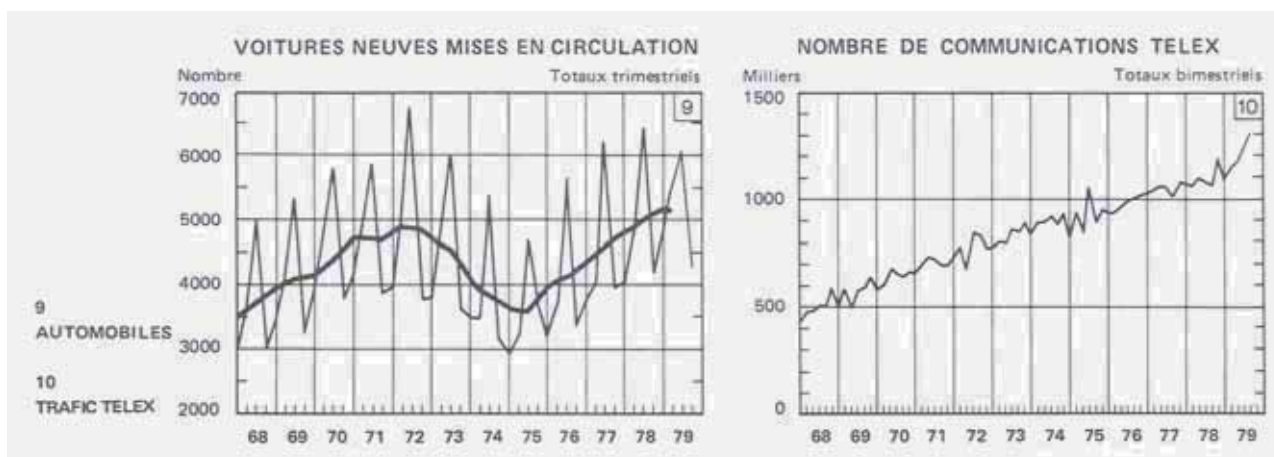
Afin d'élargir le spectre de l'information conjoncturelle, de nouveaux indicateurs ont vu le jour en 30 ans : l'évolution trimestrielle de l'emploi, l'indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT, sans parler de la régionalisation de plusieurs enquêtes de conjoncture¹.

Parmi les indicateurs de demain, nul doute que le produit intérieur brut (PIB), dont dispose le canton de Genève sur une base trimestrielle depuis 2009, figurera en bonne place. Et peut-être que, prochainement, le secteur financier, si important pour l'économie genevoise, sera (enfin!) couvert par l'appareil statistique d'observation conjoncturelle.

En matière de conjoncture, l'intérêt se focalise sur le court terme. En mettant en perspective 40 années d'évolution conjoncturelle, cette publication permet de mieux comprendre les évolutions en cours, donc de relativiser le passé récent et l'avenir proche et de contrebalancer certaines assertions formulées de manière parfois un peu précipitée. On peut en effet percevoir les changements structurels parfois masqués par les cycles conjoncturels.

L'OCSTAT tient à jour une liste d'une trentaine d'indicateurs qui permettent de suivre l'évolution de la conjoncture et d'identifier les cycles économiques. La plupart sont commentés dans les « Reflets conjoncturels ». Ces indicateurs font l'objet d'une entrée spécifique sur le site Internet de l'OCSTAT :

<http://www.ge.ch/statistique/statistiques/indicateurs/welcome.asp>



Source : Reflets conjoncturels n°4, décembre 1979

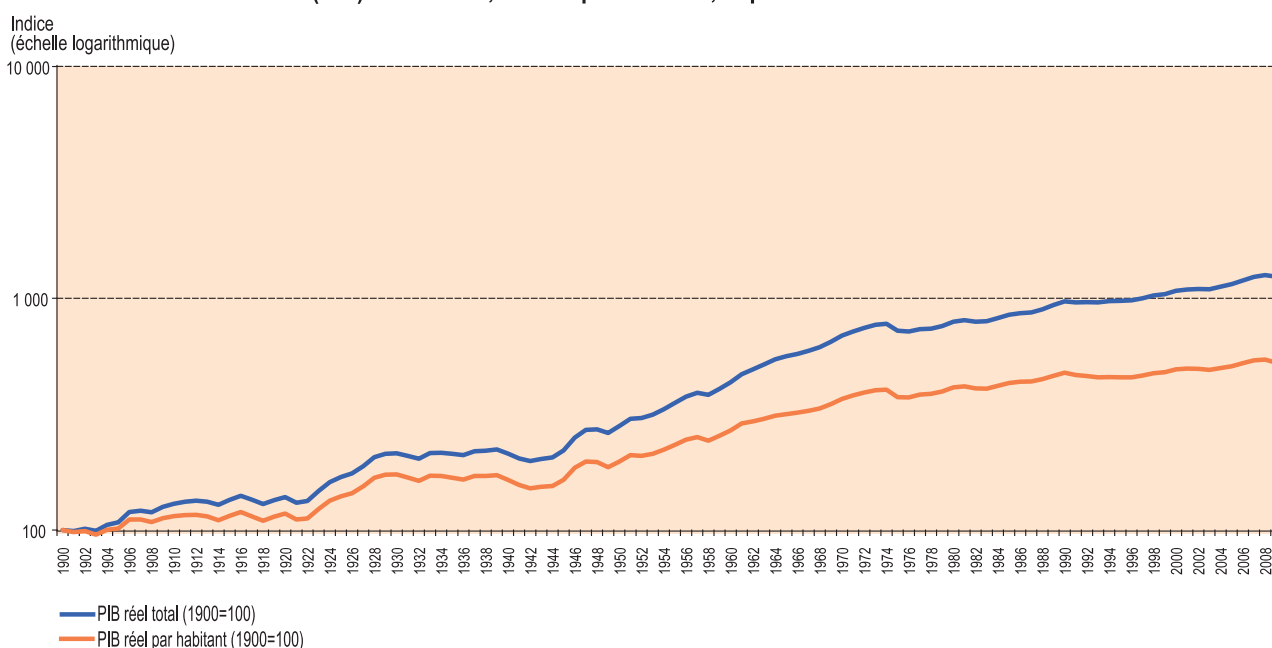
¹ Voir page 34.

1. L'évolution de l'économie suisse : quelques points de repère

1.1 L'évolution au cours du XX^e siècle

Entre 1900 et 2009, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse est multiplié par douze². Cette croissance tient à l'amélioration de la productivité ainsi qu'à la hausse de la population. Dans le même temps, le PIB par habitant est multiplié par cinq, donnant une indication du gain de productivité apparente du travail³ sur l'ensemble de la période.

G-1 Produit intérieur brut (PIB) suisse réel, total et par habitant, depuis 1900

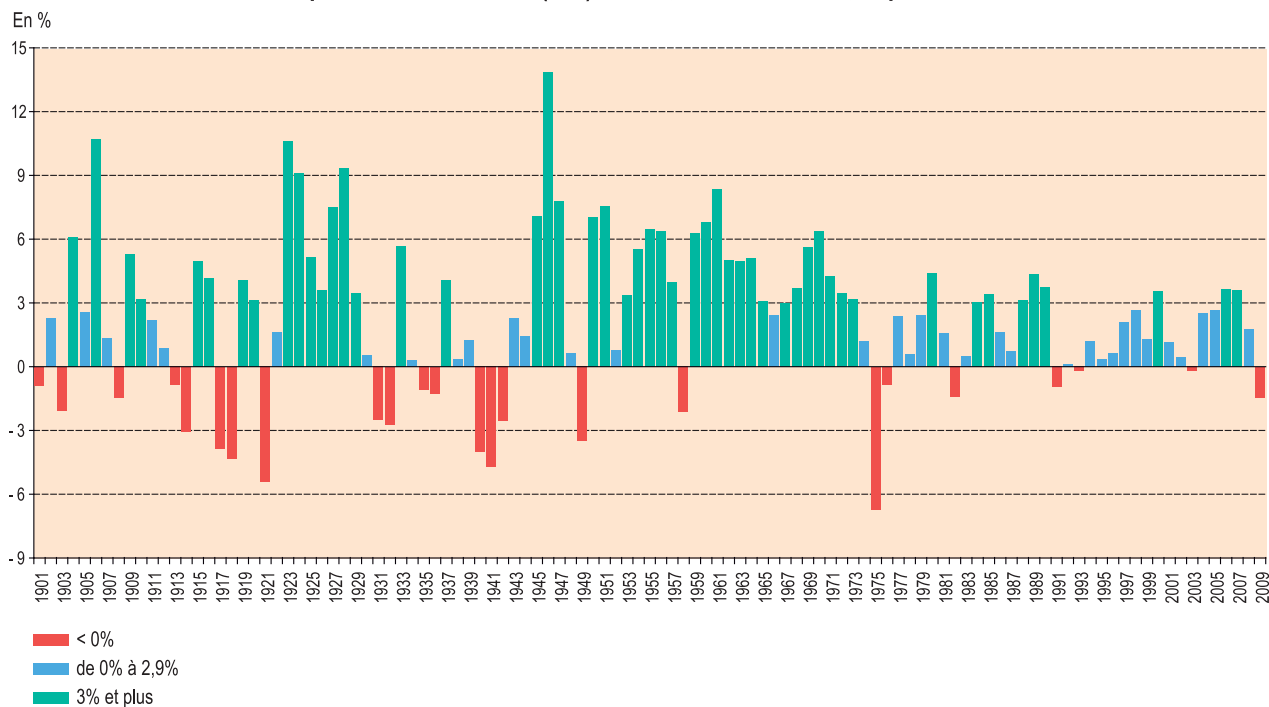


Source : Office fédéral de la statistique; pour 2009, estimation du Secrétariat d'Etat à l'économie

L'emploi d'une échelle logarithmique permet d'obtenir une courbe représentant l'évolution du PIB plus correcte sur l'ensemble de la période. En effet, avec une échelle normale, l'évolution récente est surestimée par rapport au début de la période simplement du fait que le niveau du PIB est plus élevé.

² Sauf mention contraire, tous les chiffres sur le PIB cités dans cette publication sont mesurés en termes réels (ou en francs constants), c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution des prix. Pour plus d'informations sur ces termes, voir le glossaire à la fin de la publication.

³ Le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production (travail et capital) et de la façon dont ils sont combinés. Il est difficile de savoir d'où viennent réellement les gains de productivité.

G-2 Variation annuelle du produit intérieur brut (PIB) suisse, en termes réels, depuis 1901


Source : Office fédéral de la statistique; pour 2009, estimation du Secrétariat d'Etat à l'économie

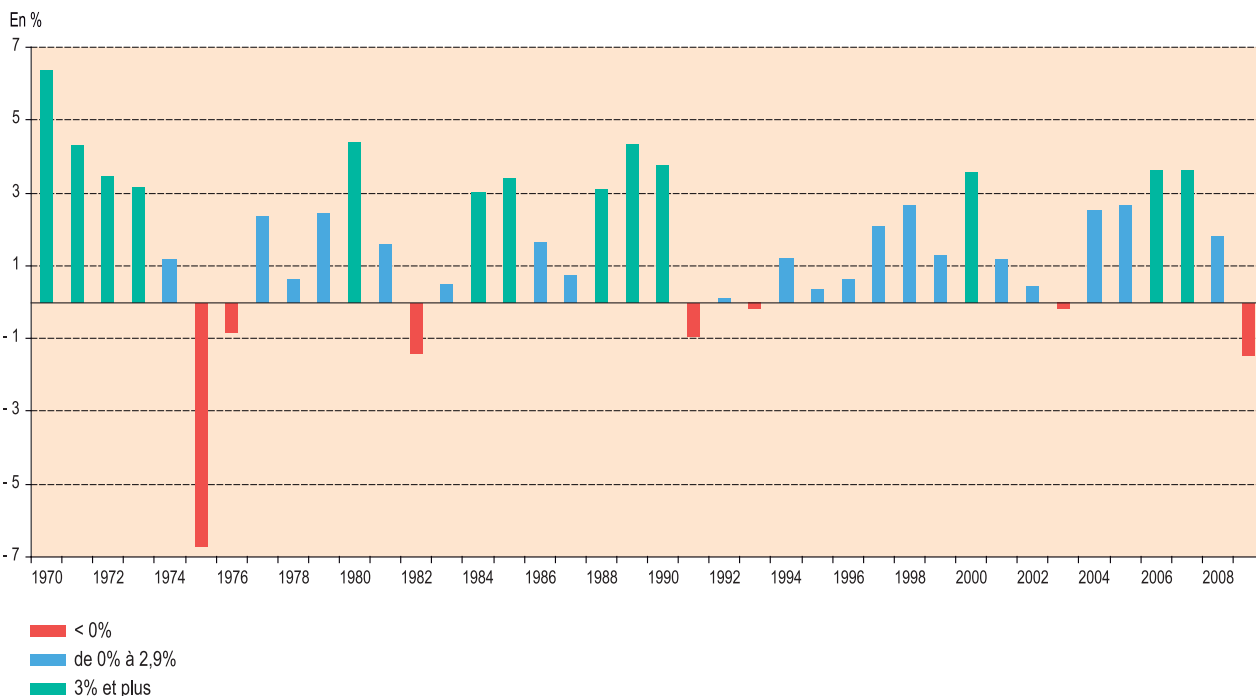
Deux phases de croissance marquent particulièrement le XX^e siècle. Tout d'abord, durant les années 1920, l'économie suisse, à l'instar de la plupart de celles des autres pays occidentaux, connaît une période d'expansion d'une très forte amplitude : entre 1922 et 1928, la croissance annuelle moyenne du PIB atteint, en termes réels, 7,5 %. Seconde période faste, dès la fin de la deuxième guerre mondiale, la croissance économique s'installe durablement dans les pays développés, jusqu'au premier choc pétrolier. En trente ans, la variation annuelle du PIB n'est négative qu'à deux reprises (en 1949 et 1958). En Suisse, de 1943 à 1973, la croissance annuelle moyenne se fixe à 4,5 %. Cette phase d'essor d'une longueur inédite est surnommée les *trente glorieuses*.

Parmi les périodes de contraction de l'activité économique, citons les années 1930 (reculs du PIB en 1931 et 1932, puis en 1935 et 1936). Il s'agit d'une stagnation et non d'un effondrement de l'économie suisse, le PIB mesuré en francs constants demeurant quasi au même niveau entre 1929 et 1936. Les baisses enregistrées durant les deux guerres mondiales sont plus sensibles.

1.2 Les hauts et les bas de l'économie suisse depuis 1970

D'un point de vue historique, le taux de croissance annuel moyen de 1,5 % observé entre 1970 et 2009 est plutôt faible : de 1900 à 2009, il s'élève en effet à 2,3 %. Ces quarante dernières années sont surtout marquées par la fin des *trente glorieuses*, longue période de croissance quasi ininterrompue. A partir de 1974, les variations annuelles positives et négatives du PIB se succèdent de manière rapprochée, suivant en cela un cycle Juglar (cycle de 7 à 10 ans). Ainsi, de 1974 à 2009, le taux de croissance annuel franchit la barre des 3,0 % à neuf reprises et, à l'inverse, il est négatif pour sept années. Deux principales phases d'essor pluriannuel sont observées après les *trente glorieuses* : de 1988 à 1990 (croissance annuelle moyenne de 4,0 %) et de 2004 à 2007 (3,3 %).

G-3 Variation annuelle du produit intérieur brut (PIB) suisse, en termes réels, depuis 1970



Source : Office fédéral de la statistique; pour 2009, estimation du Secrétariat d'Etat à l'économie

En se basant sur les baisses annuelles du PIB suisse, **cinq crises conjoncturelles** peuvent être identifiées.

- **1. Milieu des années 1970 : premier choc pétrolier**

Au début des années septante, les économies des pays industrialisés entrent dans une phase de surrégime, caractérisée par une inflation grandissante. Cette époque marque aussi la fin des taux de change fixes, qui favorise le mouvement des prix. Dans ce contexte, la soudaine explosion des prix du pétrole orchestrée, en 1973, par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), frappe de plein fouet l'économie mondiale et débouche sur la première crise économique générale depuis la deuxième guerre mondiale, mettant ainsi fin aux *trente glorieuses*. Les pays développés sont alors confrontés à la stagflation, phénomène qui se caractérise à la fois par le ralentissement de l'économie et des tensions inflationnistes.

L'économie suisse subit ce choc en 1975, date à laquelle elle enregistre une baisse historique de son PIB (- 6,7 %), qui dépasse notamment les reculs annuels observés dans les années trente ou pendant les deux guerres mondiales. Une nouvelle baisse, plus faible, est observée en 1976. C'est la seule fois au cours de la période 1970-2009 que l'évolution du PIB suisse est négative deux années consécutives.

- **2. Début des années 1980 : deuxième choc pétrolier**

A la fin des années septante, sous les effets conjugués de la révolution iranienne et de la guerre Iran-Irak, le prix du pétrole reprend l'ascenseur. En 1979, l'économie mondiale subit un deuxième choc pétrolier. Contrairement au premier choc, le prix du pétrole ne redescend pas avant plusieurs années. Les bases de l'économie suisse sont suffisamment solides pour que l'impact de ce choc soit mesuré. Cependant, la forte hausse des taux d'intérêt et l'appréciation du franc suisse qui s'ensuivent finissent par peser sur l'économie suisse et le PIB marque un recul en 1982.

- **3. Première moitié des années 1990 : bulle immobilière et crise bancaire**

En 1990, les signes de surchauffe économique se multiplient dans un climat politique mondial instable, avec l'invasion du Koweït par l'Irak et l'effondrement de l'Union soviétique, sans parler des conséquences financières de la réunification de l'Allemagne. Les politiques monétaires se font plus restrictives et les taux d'intérêt augmentent de manière sensible.

La bulle immobilière éclate et le PIB suisse recule en 1991. La reprise attendue en 1992 fait long feu et le PIB se replie de nouveau en 1993. La morosité perdure durant les années suivantes en Suisse, surtout en raison du maintien d'une politique monétaire restrictive qui vise à atténuer les pressions inflationnistes, mais qui empêche une reprise de l'activité. La Suisse peine à retrouver un taux de croissance semblable à celui des autres pays industrialisés, notamment de ses voisins européens. Ce n'est qu'en 1997 que l'économie se redresse véritablement. A prix constants, le niveau du PIB est presque inchangé entre 1990 et 1996. Pour la Suisse, il s'agit de la plus longue période de stagnation économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, qui se caractérise également par une restructuration de son économie. Parmi les exemples les plus marquants, citons la fusion, en 1996, de Sandoz et Ciba-Geigy pour former Novartis, la fusion, en 1998, de l'Union de Banques Suisses et de la Société de Banque Suisse pour former UBS, l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi contre les cartels en 1996, la progressive autonomisation des régions fédérales. Certaines autres adaptations sont moins visibles, comme le redéploiement de certaines entreprises industrielles vers des marchés très spécialisés à haute valeur ajoutée.

- **4. Début des années 2000 : éclatement de la bulle Internet (ou bulle technologique)**

A l'approche du nouveau millénaire, le développement de la *nouvelle économie* – essentiellement les activités liées à Internet et aux télécommunications – dope la croissance mondiale et favorise une hausse sans précédent des indices boursiers. La *bulle Internet* gonfle puis, puis sous la pression de la remontée des taux d'intérêt, éclate en 2000. Contrairement aux crises précédentes, les indices boursiers s'écroulent. L'économie mondiale est déjà en phase de ralentissement quand les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis viennent plomber la croissance.

Le PIB suisse stagne en 2002 et 2003, mais il repart de plus belle dès 2004. En termes de baisse annuelle du PIB, il s'agit de la plus faible des cinq crises. La douloureuse restructuration entreprise durant la décennie précédente a sans doute aidé l'économie suisse à surmonter ce cap et a favorisé, durant les années suivantes, les taux de croissance annuels du PIB surpassant ceux observés dans la zone euro.

- **5. Fin des années 2000 : crise immobilière et financière (« subprimes »)**

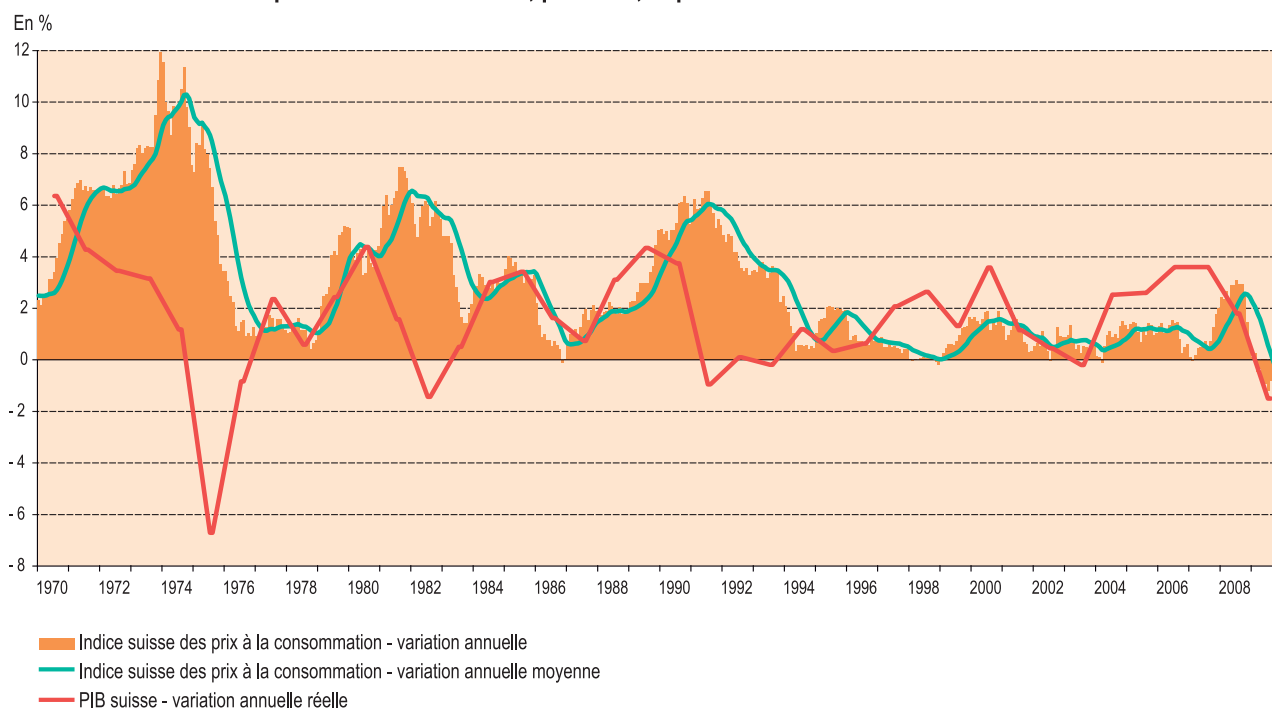
Courant 2007, l'éclatement d'une bulle immobilière aux Etats-Unis a des répercussions importantes sur le système financier mondial ainsi que sur les marchés boursiers. La crise financière atteint son apogée en 2008. Le recul de la croissance de l'économie mondiale qui s'ensuit n'épargne pas la Suisse, même si elle résiste mieux que ses voisins, où l'on parle souvent de pire crise depuis la deuxième guerre mondiale. Après une série de quatre années consécutives de forte croissance, le PIB suisse voit sa croissance faiblir en 2008. Il recule sensiblement en 2009.

1.3 L'évolution de quelques indicateurs nationaux clefs depuis 1970

Prix à la consommation

Les trois premières des cinq crises qui frappent l'économie suisse entre 1970 et 2009 sont précédées de fortes poussées de l'indice des prix à la consommation, qui se tasse ensuite, dès que le PIB repart à la hausse. Lors des deux crises des années 2000, le renchérissement est ténu. L'indice des prix recule même en 2009, pour la première fois depuis 50 ans.

G-4 Indice suisse des prix à la consommation, par mois, depuis 1970



Source : Office fédéral de la statistique

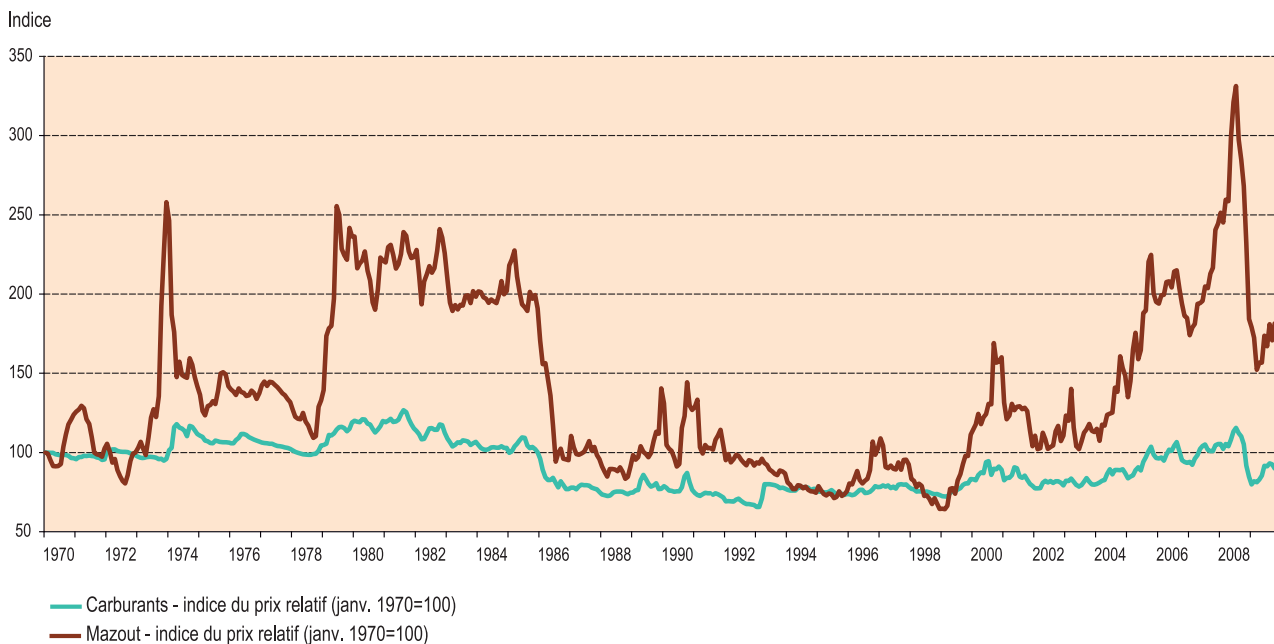
Les deux premiers chocs pétroliers se répercutent clairement sur le niveau du prix relatif⁴ du mazout. Dès le milieu des années 1980, le prix relatif du mazout retrouve son niveau réel d'avant 1974 durant près d'une vingtaine d'années. A partir de 2004, le prix relatif augmente de nouveau massivement. Durant l'année 2008, il atteint sa valeur plafond sur l'ensemble de la période 1970-2009 : le prix du mazout par rapport aux prix des autres biens et services est donc plus élevé en 2008 qu'au plus fort du premier choc pétrolier. Toutefois, contrairement à ce qui se passe au milieu des années 1970 et au début des années 1980, la poussée des prix du mazout dès 2004 intervient dans un contexte de renchérissement global modéré (voir le graphique G-4). C'est un signe que l'économie suisse, comme celle des autres pays développés, est devenue moins sensible aux variations des prix du pétrole.

Quant au prix du carburant, qui dépend d'autres facteurs que le prix du pétrole, notamment de taxes⁵, il est beaucoup plus stable. De 1986 à 2005, l'indice réel évolue au-dessous des 100 points, indiquant que le prix relatif du carburant est plus bas durant cette période qu'il ne l'était avant le premier choc pétrolier.

⁴ Un prix est dit « relatif » quand il est épuré de l'évolution des prix dans leur ensemble. Pour plus d'informations, voir le glossaire à la fin de la publication.

⁵ Selon leur niveau en vigueur en 2008, le cumul des diverses taxes se montent à 90,5 centimes pour un prix de l'essence de 2 francs à la colonne. Seule la TVA, de 7,6 %, est proportionnelle au prix de vente du carburant, les autres taxes étant forfaitaires.

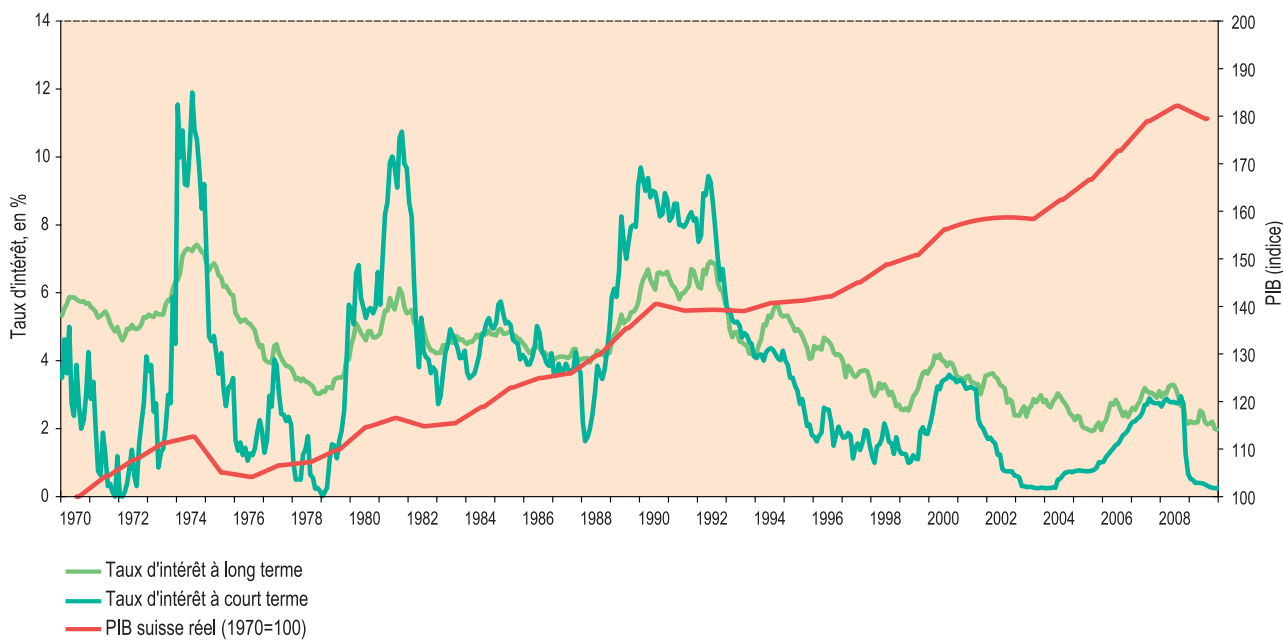
G-5 Indice suisse des prix à la consommation pour des dépenses liées à l'énergie, par mois, depuis 1970



Source : Office fédéral de la statistique

Marchés monétaire et financier

G-6 Taux d'intérêt en Suisse, par mois, depuis 1970

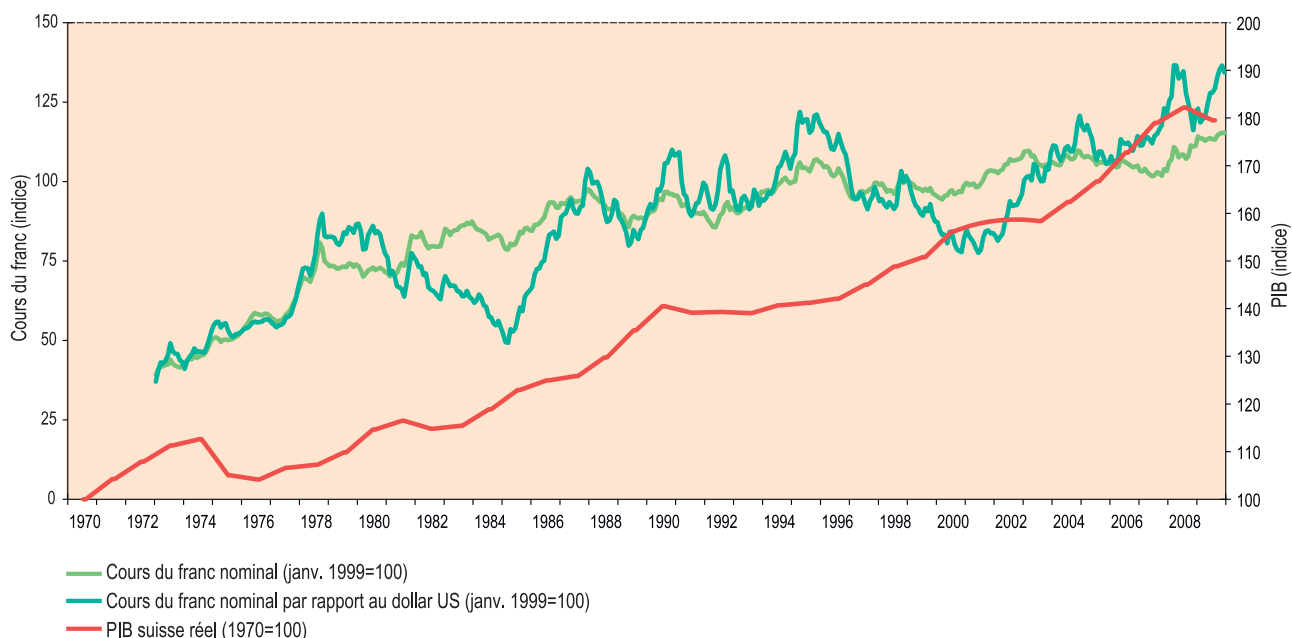


Source : Banque nationale suisse et Office fédéral de la statistique

Les deux premières crises (milieu des années 1970; début des années 1980) sont précédées, dans un contexte de renchérissement généralisé, d'une poussée aussi forte que brève des taux à court terme. Visible sur le graphique G-6, la baisse brutale des taux à court terme en 1988 est la conséquence des politiques monétaires expansionnistes menées par les Banques centrales, dont la Banque nationale suisse (BNS), à la suite du crash boursier de 1987. Cette baisse précède la forte hausse des taux marquant la crise des années 1990. Contrairement aux deux crises précédentes, les taux se maintiennent à un niveau élevé durant plusieurs années, reflétant la politique de la BNS, dont l'objectif prioritaire à partir de 1993 est d'éviter un retour du renchérissement.

En revanche, les deux crises des années 2000 se caractérisent par une hausse modérée des taux à court terme. D'ailleurs, depuis le milieu des années 1990, les taux d'intérêt fluctuent dans une fourchette réduite et les taux à court terme restent à un niveau effectif bas par rapport à l'ensemble de la période.

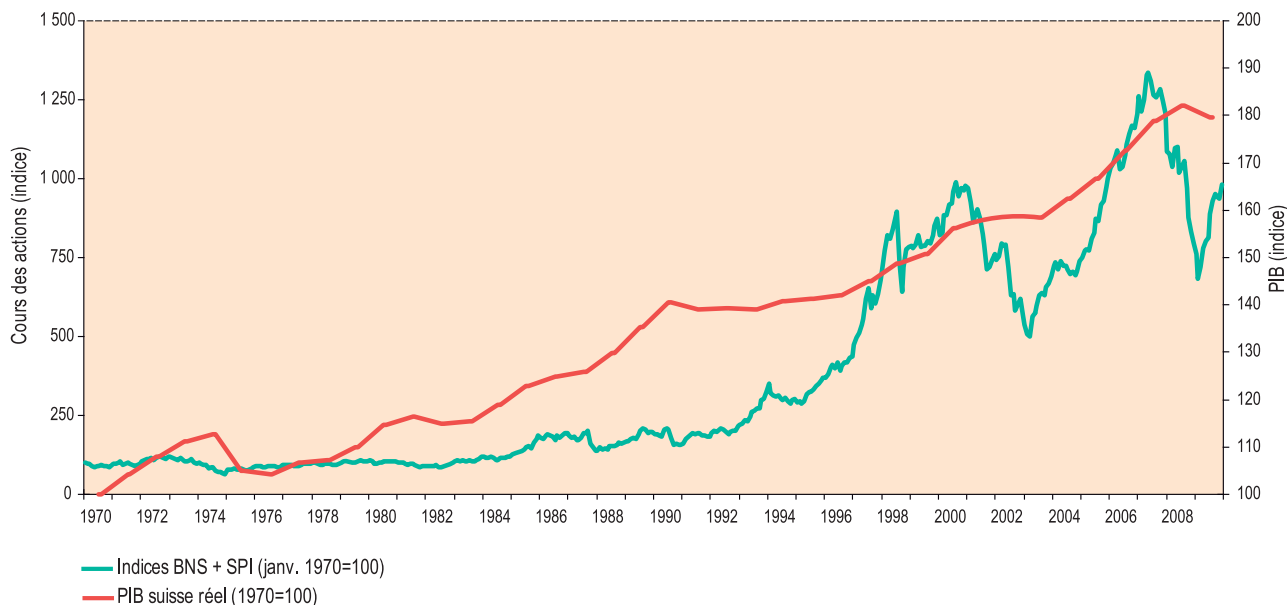
G-7 Taux de change du franc suisse, par mois, depuis 1973



Source : Banque nationale suisse et Office fédéral de la statistique

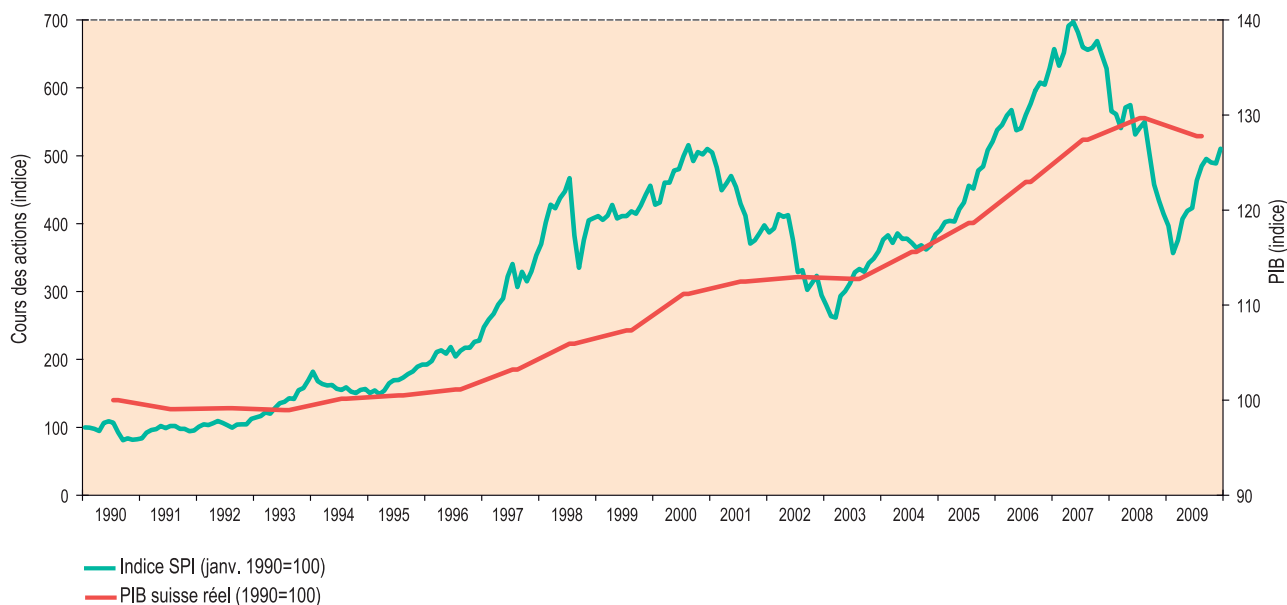
Le cours du franc s'est globalement apprécié depuis 1973 (date des premiers chiffres disponibles comparables, après la fin des taux de change fixes) par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux de la Suisse. En marge de cette tendance de fond, l'indice du cours du franc fluctue beaucoup, notamment en raison du rôle de valeur refuge du franc suisse, suivant en cela les aléas de l'économie mondiale et des soubresauts financiers. Les oscillations sont plus marquées par rapport au dollar étasunien.

G-8 Cours des actions suisses, par mois, depuis 1970



Source : Banque nationale suisse et Office fédéral de la statistique

G-9 Cours des actions suisses, par mois, depuis 1990



Source : Banque nationale suisse et Office fédéral de la statistique

Jusqu'à l'accélération de la progression des cours dans la seconde partie des années 1990, l'évolution de la bourse n'est guère en lien avec la conjoncture. La fin des *trente glorieuses* n'est, par exemple, pas synonyme d'effondrement des cours boursiers. De plus, la longue période de stagnation économique que subit la Suisse dans la première moitié des années 1990 n'empêche pas la progression de l'indice SPI. La bourse suisse réagit à d'autres facteurs, comme le crash boursier d'octobre 1987 à Wall Street, qui perd près d'un quart de sa valeur en un seul jour. Les entreprises suisses cotées en bourse sont souvent fortement implantées à l'étranger.

L'évolution du PIB et celle du cours des actions semblent plus liées après 2000. Le net repli des cours boursiers en 2001 coïncide avec l'éclatement de la bulle Internet et est suivi d'une période de ralentissement conjoncturel. Cependant, la baisse des cours de la bourse est momentanée et ils atteignent de nouveaux sommets en 2007. Puis une nouvelle chute est amorcée dès la fin 2007, qui s'accélère en 2008. La baisse des cours boursiers anticipe, comme la fois précédente, le repli du PIB. La reprise de la bourse est amorcée en 2009.

2. Economie et population : une comparaison entre Genève et la Suisse

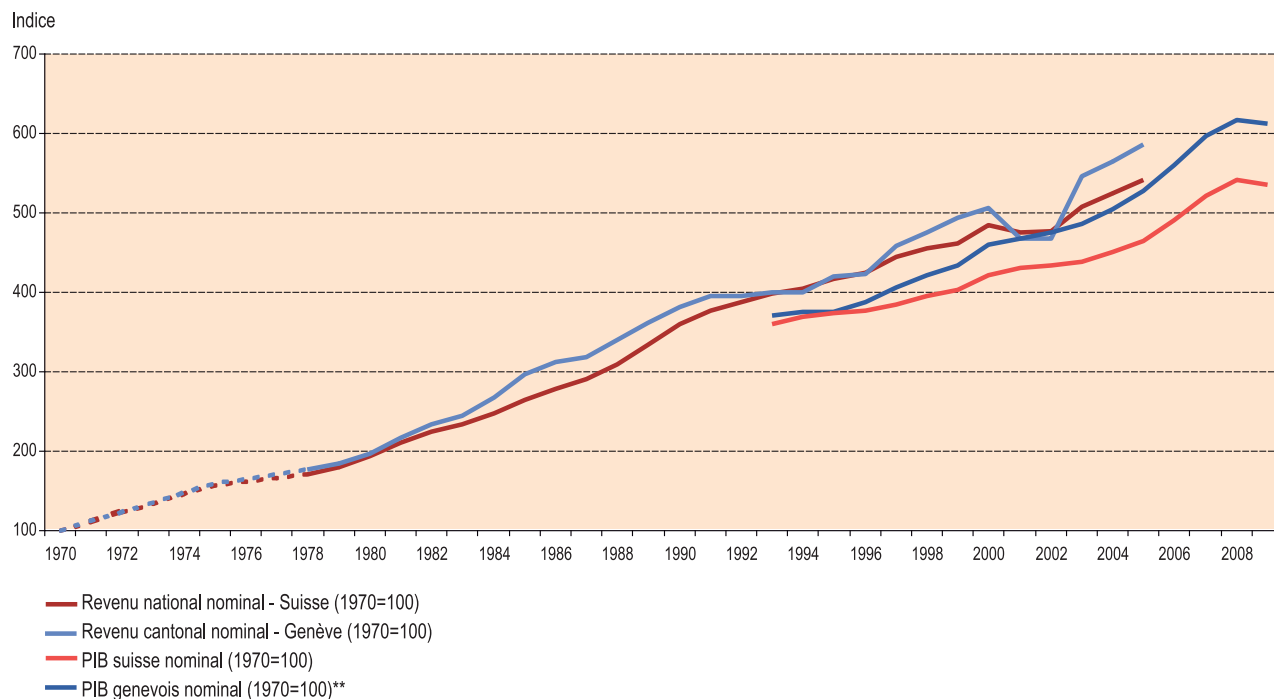
2.1 L'évolution économique globale

Produit intérieur brut et revenu cantonal

Depuis septembre 2009, des données sur le PIB sont disponibles à l'échelon du canton de Genève, avec une série remontant à 1992. Le PIB mesure la valeur monétaire des biens et services produits par les agents économiques sur un territoire donné. Malgré ses défauts souvent cités, le PIB reste l'indicateur de référence en matière d'analyse conjoncturelle.

Les résultats annuels du revenu cantonal existent depuis 1978 ainsi que pour les années 1970 et 1975, uniquement en francs courants. Avant 2009, le revenu cantonal était le seul agrégat de la comptabilité nationale disponible. Le revenu cantonal recense l'ensemble des rémunérations des facteurs de production (travail et capital) qui échoient aux agents économiques résidant dans le canton, en raison de leur participation à une activité productive dans le canton ou en dehors de celui-ci. Basé sur le critère de résidence des agents économiques, il diffère donc du PIB fondé quant à lui sur le critère du territoire de l'activité économique. Pour Genève, par exemple, les salaires des frontaliers et des résidents vaudois travaillant dans le canton ne sont pas inclus dans le revenu cantonal, alors qu'ils le sont dans le PIB. C'est l'inverse en ce qui concerne le produit des activités que des résidents (individus et entreprises) genevois réalisent à l'extérieur du canton. Ainsi, la chute du revenu cantonal genevois en 2001 et 2002 provient surtout de l'effondrement des cours boursiers, qui pèsent sur les revenus des sociétés financières, très présentes dans le canton, alors que l'économie du canton n'a pas vraiment été affectée. D'autant plus que la « cantonalisation » des activités financières n'est pas exempte de défauts. Après 2005, l'OFS a d'ailleurs suspendu la publication des résultats des revenus cantonaux pour des raisons méthodologiques.

G - 10 Revenu national / cantonal*, de 1970 à 2005, et PIB suisse et genevois nominal, de 1993 à 2009



* Les résultats annuels du revenu cantonal existent depuis 1978 ainsi que pour les années 1970 et 1975. D'où le traitillé de 1970 à 1978.

** Le PIB genevois n'étant disponible que depuis 1992, c'est l'évolution du PIB suisse qui a été appliquée pour les années antérieures.

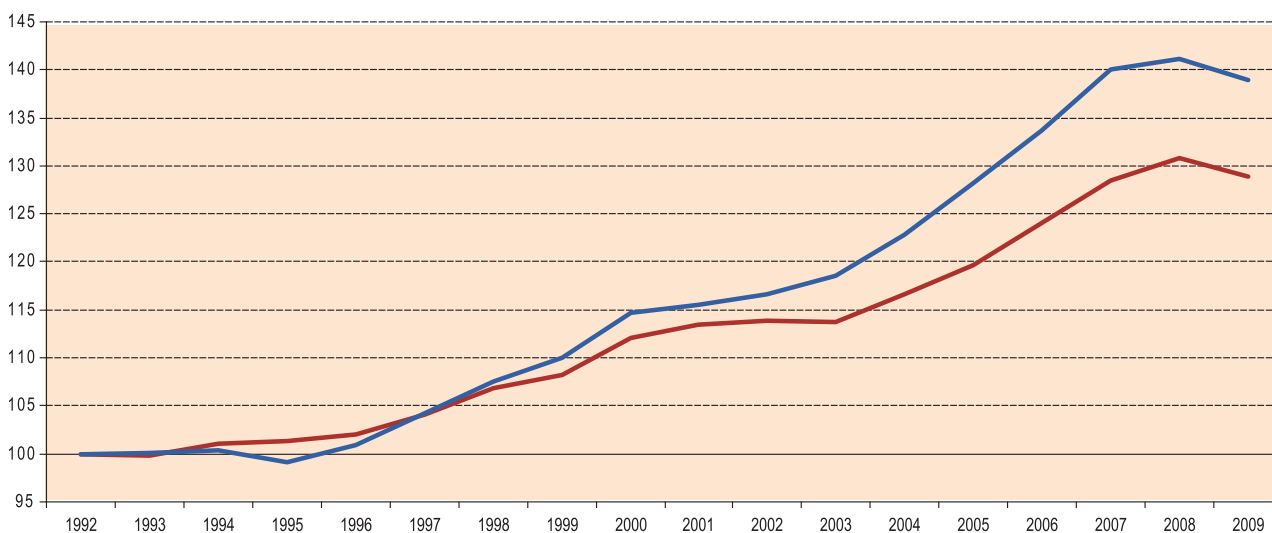
Source : Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

Les données lacunaires disponibles avant 1980 sur le revenu cantonal n'indiquent aucune différence entre la Suisse et le canton de Genève. Durant la deuxième partie des années 1980, la comparaison entre les courbes nationales et genevoises montre que l'évolution de la situation économique est globalement meilleure dans le canton. De 1991 à 1996, l'économie suisse stagne durant une longue période. Comme il n'est exprimé qu'en francs courants (voir le glossaire en fin de publication), le revenu national continue toutefois de croître. De 1989 à 1994, sa croissance surpasse celle du revenu cantonal genevois, signe que l'économie genevoise est particulièrement affectée par la crise de la première moitié des années 1990. Ce n'est qu'en 1995 que le revenu cantonal s'oriente à la hausse. La stagnation enregistrée de 1991 à 1994 correspond sans doute à une baisse du revenu cantonal en termes réels.

Pour expliquer cette situation, l'éclatement, en 1991, d'une bulle immobilière particulièrement grosse dans le canton vient au premier rang. A la suite de l'effondrement des prix qui s'ensuit, de nombreux promoteurs se retrouvent en situation d'insolvabilité. Plombées par leurs prêts audacieux, les deux banques cantonales doivent fusionner en 1994 pour ne pas sombrer. Il faut cependant encore une intervention massive de l'Etat pour sauver la nouvelle entité ainsi créée. Les autres banques actives sur la place sont également touchées. Le secteur de la construction est particulièrement sinistré et perd la moitié de ses emplois entre 1989 et 1994.

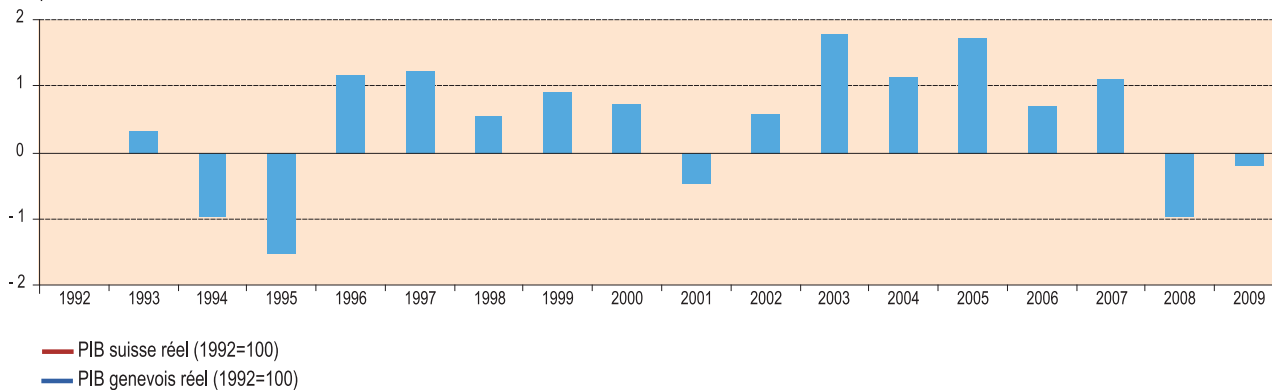
G - 11 PIB suisse et genevois réel, depuis 1992

Indice



G - 11' PIB réel : écart de taux de croissance annuelle entre le canton de Genève et la Suisse

En point



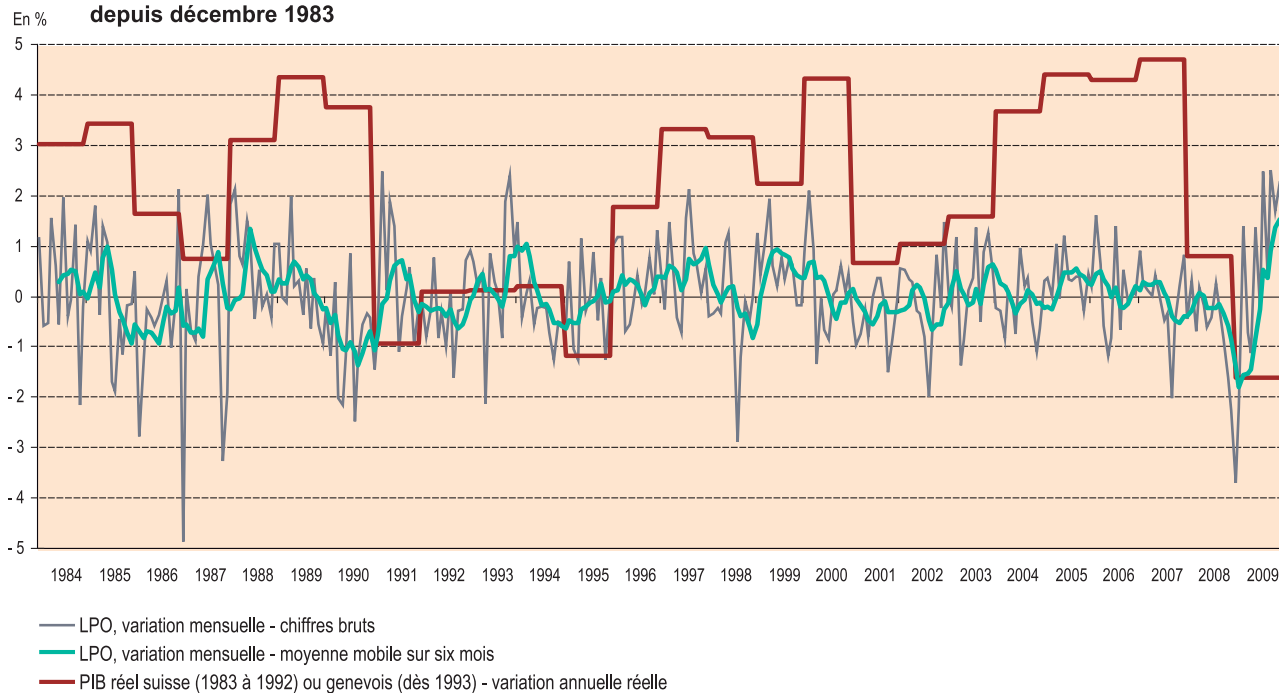
— PIB suisse réel (1992=100)
— PIB genevois réel (1992=100)

Source : Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

Outre les effets directs de l'éclatement de la bulle immobilière, l'ensemble des structures de l'économie genevoises sont secouées durant cette crise, qui n'est pas que conjoncturelle. Les entreprises se restructurent, parfois à grand coût pour l'emploi, voire disparaissent. Des fleurons de l'industrie genevoise sont pris dans la tourmente : la SIP, Tavano (fabricant, notamment, des machines à coudre Elna), Gardy, Kugler, Sécheron. Les finances publiques se détériorent très rapidement et les coupes budgétaires consécutives accentuent la crise par leur côté pro-cyclique.

Après un recul de 1,2 % en 1995 – qui restait avant 2009 la seule baisse du PIB cantonal depuis qu'il est disponible –, l'économie genevoise retrouve la croissance en 1996 (+ 1,8 %). A partir de 1997 commence une phase d'expansion soutenue. De 1996 à 2007, à l'exception de 2001, crise financière mondiale oblige⁶, la variation annuelle du PIB du canton est systématiquement supérieure à celle de la Suisse, pourtant relativement élevée. La phase de dynamisme économique observée dès 2002 tire sans aucun doute une partie de ses origines dans les efforts de restructuration opérés durant la décennie précédente. L'entrée en vigueur des accords bilatéraux cette même année, qui a facilité l'engagement de personnel qualifié en provenance de l'étranger, de même que l'établissement d'entreprises étrangères dans le canton, a certainement aussi joué un rôle. En 2008 et 2009, à la suite d'une nouvelle crise financière mondiale, le canton de Genève est, comme en 2001, plus touché que la Suisse.

G-12 Indicateur synthétique avancé LEA-PICTET-OCSTAT (LPO) pour le canton de Genève, variation mensuelle, depuis décembre 1983



Source : Laboratoire d'économie appliquée de l'Université de Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

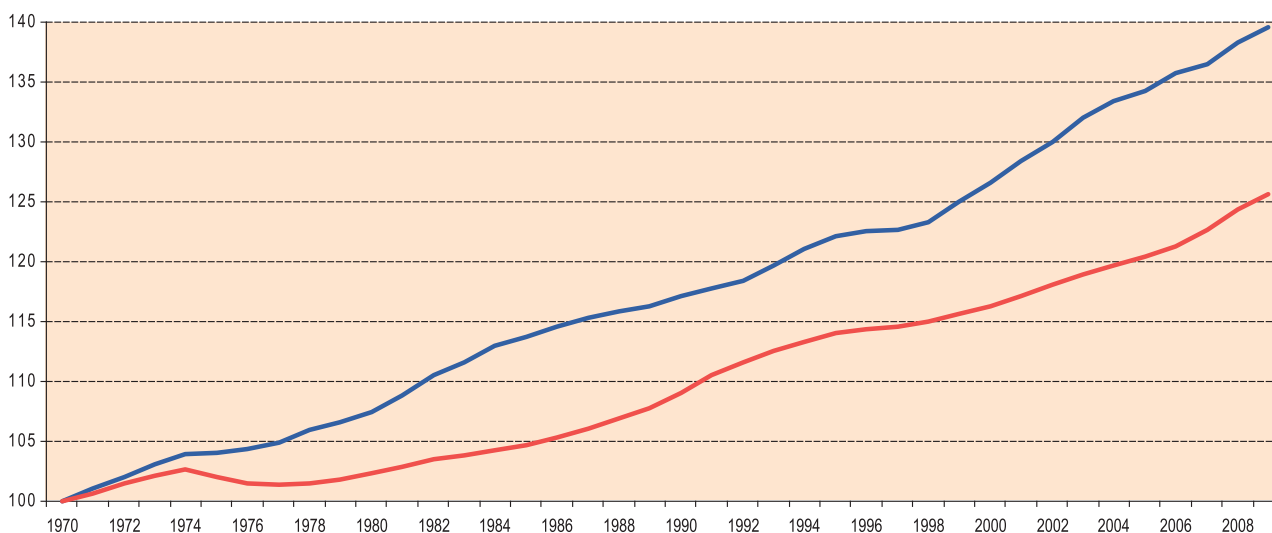
L'information statistique en matière de conjoncture cantonale s'est globalement étoffée depuis 1970. L'une des principales nouveautés est l'indicateur synthétique avancé LEA-PICTET-OCSTAT (LPO), qui permet d'anticiper l'évolution de la conjoncture à Genève de six à neuf mois. Fruit d'un partenariat entre le secteur privé (Banque Pictet & Cie), l'Université de Genève (Laboratoire d'économie appliquée) et l'Etat (Office cantonal de la statistique), il existe depuis 1997, avec des données remontant jusqu'en 1984. Ce n'est pas une coïncidence si sa création remonte à la fin de la période « noire » de l'économie genevoise. Les acteurs économiques s'accordaient en effet sur le manque d'information prospective disponible en matière de conjoncture locale.

⁶ L'économie genevoise est particulièrement dépendante de la santé des banques. En 2000, les activités financières et d'assurances représentaient 25,9 % du PIB genevois, contre « seulement » 13,2 % du PIB suisse.

2.2 L'évolution de la population

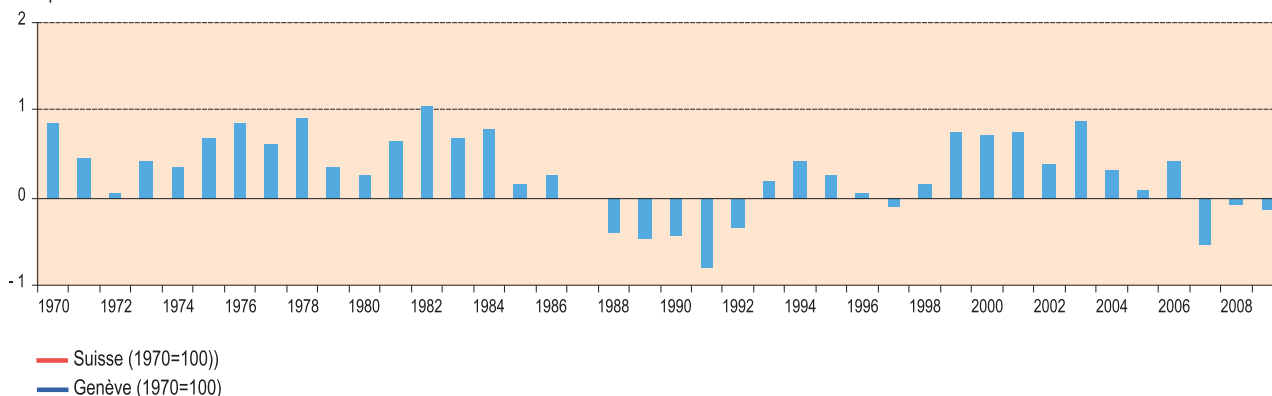
G -13 Population résidante en Suisse et dans le canton de Genève, depuis 1970

Indice



G - 13' Population: écart de taux de croissance annuelle entre le canton de Genève et la Suisse

En point

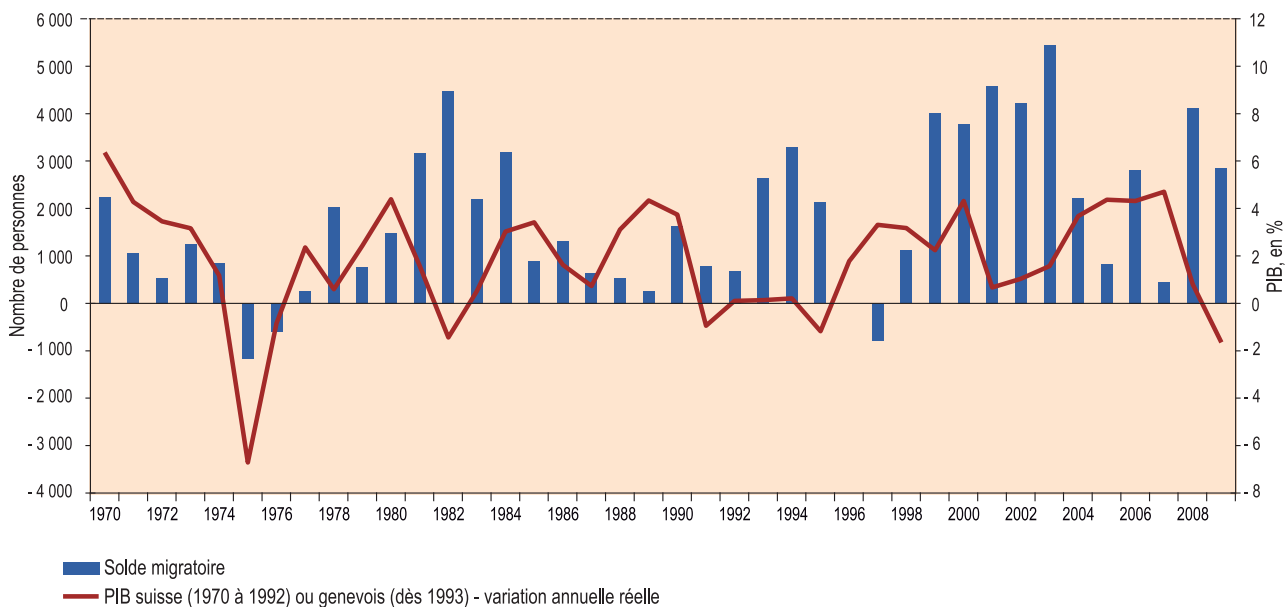


Source : Office fédéral de la statistique et Office cantonal de la statistique - Genève

Entre 1970 et 2009, la population augmente de 40 % dans le canton de Genève, soit 129 500 personnes de plus. A la fin 2009, le canton compte 456 207 habitants⁷. La hausse relative est plus modérée pour l'ensemble de la Suisse (+ 26 %), soit 1,6 million de personnes supplémentaires. A la fin 2009, 7,8 millions d'habitants sont dénombrés en Suisse. C'est principalement de 1970 au milieu des années 1980, puis de 1998 à 2004, que l'accroissement démographique est plus fort à Genève que dans le reste de la Suisse. Entre ces deux périodes, soit de 1985 à 1998, la hausse est globalement plus marquée en Suisse, puis à nouveau de 2007 à 2009.

⁷ Pour assurer l'homogénéité de la série sur l'ensemble de la période, la population est comptée sans les personnes relevant du domaine de l'asile titulaires d'un permis N, soit un peu plus de 1 400 personnes en 2008 et 2009.

G - 14 Solde migratoire du canton de Genève, depuis 1970



Source : Office cantonal de la statistique - Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique

La croissance démographique du canton de Genève provient surtout des arrivées d'autres cantons suisses ou de l'étranger, c'est-à-dire de son solde migratoire positif. Les années où le solde migratoire du canton de Genève est négatif sont l'exception (1975 et 1976 ainsi que 1996 et 1997). Elles correspondent à des périodes de difficultés économiques.

Pour 1975 et 1976, la raison est le retour des travailleurs étrangers dans leur pays (voir le paragraphe 3.2). A l'échelon suisse, les effets de la politique migratoire sont encore plus forts puisque, à la suite de la diminution de la population étrangère, la population totale est en baisse de 1975 à 1977, ce qui n'a jamais été le cas à Genève entre 1970 et 2009 et même depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. En Suisse, la population étrangère diminue de manière continue de 1975 à 1979, soit, au total, 180 000 personnes de moins (- 17 %). Ce n'est qu'en 1990 que le nombre d'étrangers dépasse le pic atteint en 1974 en Suisse.

En 1996 et 1997, la croissance reprend dans le canton, mais les années successives de morosité conjoncturelle freinent sans doute l'arrivée de personnes venant de l'extérieur. Avec la confirmation de la reprise économique, dès 1999, les soldes migratoires annuels record s'enchaînent, contribuant à la forte accélération de la croissance démographique. Cette dynamique est aussi liée aux accords bilatéraux qui introduisent progressivement la libre circulation pour les ressortissants de l'Union européenne. Les ralentissements conjoncturels observés après 2000 n'influent pas sur les mouvements migratoires.

reflets conjoncturels	
QUELQUES INDICATEURS POUR L'ECONOMIE GENEVOISE	No 1 MARS 79
Sommaire	
Éléments d'appréciation	1 - 2
Résultats du test conjoncturel pour l'industrie genevoise	3 - 5
Choix de statistiques d'intérêt conjoncturel	6 - 8

Prix du numéro : 2 F. Abonnement annuel : 8 F. pour 4 numéros et le guide méthodologique.
 Guide méthodologique : explications générales et description des séries statistiques (prix : 3 F.).
 Rédaction et commandes : service cantonal de statistique, rue du 31 Octobre 8, case postale 208, 1211 Genève 6. Tél. 36 14 00.
 Reproduction autorisée avec mention de la source.

Éléments d'appréciation

EN BREF

La plupart des indicateurs disponibles pour le canton suggèrent que, du point de vue économique, l'année 1978 n'a pas confirmé la tendance au redémarrage de l'activité décelée en 1977 après la récession des années précédentes. Le climat conjoncturel s'est encore légèrement assombri en fin d'année. Il restera très probablement déprimé durant les premiers mois de 1979 où le ralentissement de l'activité se poursuivra. Malgré l'incertitude qui affecte l'avenir économique, un léger essor est toutefois possible dans la seconde partie de l'année.

EMPLOI

Faute d'une statistique globale, il est difficile d'évaluer l'évolution des emplois de l'économie genevoise. A partir des statistiques disponibles, on peut cependant estimer que, malgré l'augmentation du nombre des chômeurs au cours des derniers mois, l'emploi a évolué plutôt favorablement : non seulement le nombre de travailleurs frontaliers a augmenté (environ + 1'200 en 1978), mais encore le solde migratoire d'actifs est redevenu positif en 1978 après trois années de soldes négatifs (1975-1977).

INDUSTRIE

Les résultats du test conjoncturel pour l'industrie genevoise indiquent qu'au quatrième trimestre 1978 la situation de l'ensemble de l'industrie reste sombre.

Combiné en octobre à son niveau le plus bas depuis un an, l'indicateur synthétique de la marche des affaires de l'ensemble de l'industrie est lentement remonté au cours des deux derniers mois de l'année tout en restant dans une zone insatisfaisante, ce qui signifie que la dégradation du climat économique s'est ralentie.


Cette évolution générale se retrouve dans la branche des machines et appareils qui est la composante principale de l'industrie genevoise. Dans cette branche, les prévisions pour le premier trimestre 1979 concernant l'entrée de commandes et la production sont pessimistes.

La métallurgie est particulièrement affectée par la conjoncture actuelle. La détérioration de son indicateur synthétique de la marche des affaires, déjà constatée au troisième trimestre, s'est poursuivie et celui-ci se situe au niveau le plus bas. Ce jugement doit être cependant nuancé en raison de la sensibilité des appréciations dans cette branche qui résulte de sa structure.

L'évolution de l'horlogerie-bijouterie est à mettre en relation avec les fluctuations monétaires. Bien que depuis trois mois toutes les entreprises interrogées annoncent une baisse de la part de commandes de l'étranger, la situation de cette branche, légèrement insatisfaisante, paraît moins défavorable à Genève que dans le reste de la Suisse.

Pour les arts graphiques, la tendance à la dégradation de la situation, déjà amorcée au deuxième trimestre, s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année malgré une amélioration passagère en août.

Deux autres branches présentent une situation plus favorable. D'une part, l'alimentation, boissons et tabacs dans laquelle la marche des affaires est restée en moyenne relativement stable au long de l'année. D'autre part, le climat des affaires dans la chimie s'est inscrit à un bon niveau dès le deuxième trimestre avant de progresser de façon plus nette en fin d'année. De plus, les prévisions pour le premier trimestre 1979 portant sur l'entrée de commandes et la production sont optimistes.

 SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE GENEVE
DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Tribune de Genève du vendredi 16 mars 1979
Page 27

« Reflets conjoncturels », publié par le Service cantonal de statistiques

Un nouvel outil pour ausculter périodiquement l'économie genevoise

L'industrie genevoise continue de vivre bien au-dessous de ses possibilités. L'utilisation de sa capacité de production reste faible. Elle se situe en moyenne entre 60 et 80%. C'est ce que montre, entre autres, une nouvelle publication du service cantonal de statistique, « Reflets conjoncturels » (1). En présentant le No 1 de cette publication trimestrielle, M. Alain Borner, chef du Département de l'économie publique, a estimé que « Reflets conjoncturels » allaient devenir un document de référence pour tous ceux qui s'occupent d'économie cantonale.

Le test conjoncturel se pratique en Suisse depuis une quinzaine d'années. Il est mené au niveau national par l'Institut de recherches économiques de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. L'Institut cherche depuis trois ans à élargir son échantillon et à régionaliser son travail. Quelques cantons alémaniques participent déjà à ce test (Berne, Soleure, Thurgovie). En Suisse romande, après Genève, Vaud a décidé de collaborer. L'intérêt d'une participation étendue à ce test réside dans la possibilité de faire des comparaisons non plus seulement avec une moyenne nationale, mais avec l'évolution d'autres régions.

Les résultats sont obtenus de la manière suivante. Chaque mois un questionnaire sur la marche des affaires est envoyé à un échantillon d'entreprises. A Genève, sur 400 entreprises du secteur secondaire approchées, une centaine répond régulièrement. Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance (nombre d'employés) de la société. On obtient ainsi un inventaire précis de l'état d'esprit des responsables d'entreprises. Et l'addition des réponses de chacun permet de dégager des tendances.

L'indicateur synthétique de la marche des affaires, tel qu'il résulte du test genevois, indique une différence avec la moyenne suisse. Si les affaires ont commencé à baisser sur le plan national dès la fin du deuxième trimestre 1978, elles ont mieux résisté à Genève. Mais cette résistance s'est traduite par une cassure nettement plus marquée dès la fin du troisième trimestre. La différence entre Genève et la moyenne suisse indique que le secondaire du canton est plus dépendant des exportations que le reste du pays.

Ce sont les arts graphiques et la métallurgie qui ont surtout accusé le coup des perturbations monétaires. Pour la métallurgie, estime M. Borner, les affaires se maintiennent. « Mais les arts graphiques n'ont pas fini de souffrir. Les grandes entreprises, qui ont perdu les marchés étrangers se tournent vers le marché intérieur occupé par les petites ».

Un souci persiste pour le Chef du Département de l'économie, l'hôtellerie. Le taux d'occupation continue de baisser et les demandes de construire des hôtels sont toujours déposées.

Une des courbes les meilleures pour apprécier l'évolution économique est celle des mouvements des comptes de chèques postaux, estime M. Paffaroni, directeur du service de statistique. Les mouvements CCP à Genève en 1978 montrent que les affaires du canton ont été moins mauvaises que celles de la seule industrie.

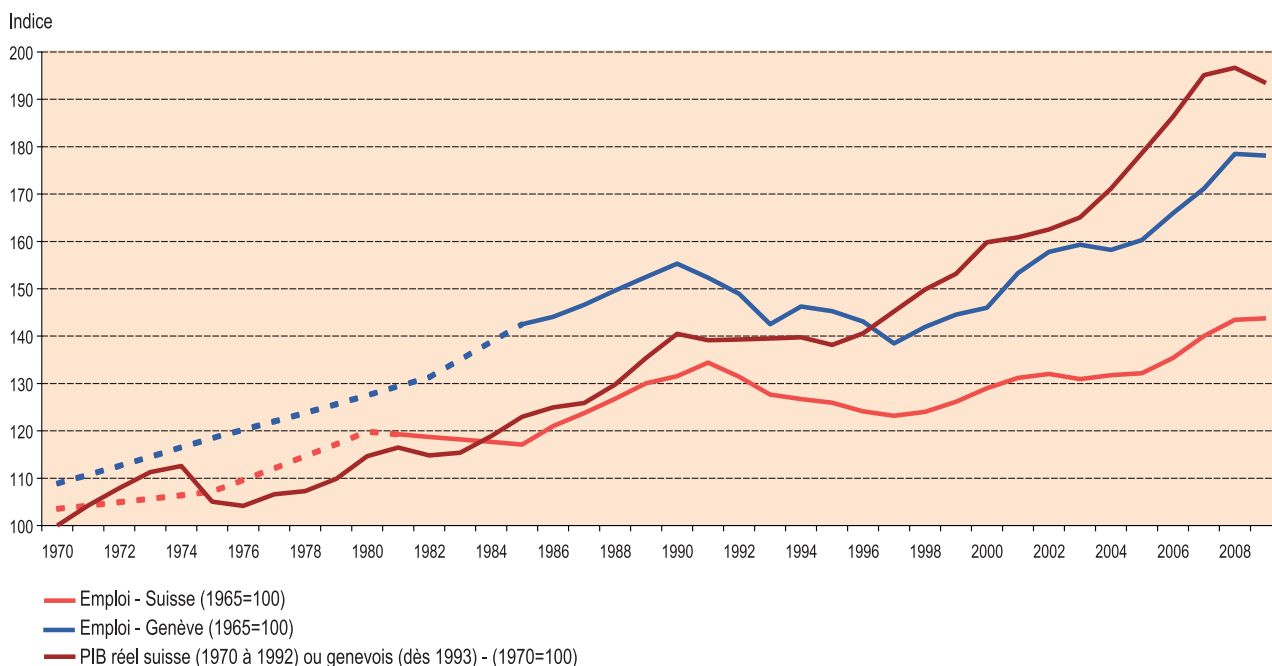
M. M.

(1) Elle peut être obtenue au Service cantonal de statistique, rue du 31-Décembre 8, case postale 306, 1211 Genève 6 (tél. 36 14 00).

3. L'emploi

3.1 L'emploi global en Suisse et à Genève

G - 15 Emploi en Suisse et dans le canton de Genève, depuis 1970



Source : Office fédéral de la statistique, Office cantonal de la statistique - Genève et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique

Mesure de l'emploi

Pour mesurer le niveau de l'emploi, la série de référence est le recensement des entreprises. Il a eu lieu en Suisse et à Genève en 1965, 1975, 1985, puis à des dates plus rapprochées : 1991, 1995, 1998, 2001, 2005 et 2008. A Genève, un recensement uniquement cantonal porte sur l'année 1982. Entre deux recensements, les données annuelles de l'indice de l'emploi sont utilisées quand elles sont disponibles : dès 1981 pour la Suisse et 1985 pour Genève. Mais ce n'est qu'à partir de 1991 pour la Suisse et de 2001 pour Genève que des données annuelles pleinement comparables aux données des recensements sont disponibles. L'annualisation de la série depuis 1970 est par conséquent basée sur des calculs de l'Office cantonal de la statistique.

Sur l'ensemble de la période allant de 1970 à 2009, l'emploi augmente plus vite à Genève qu'à l'échelon national. Le manque de données annuelles pleinement comparables jusqu'en 1991 empêche une analyse détaillée avant cette date, notamment sur l'impact des deux premières crises économiques (milieu des années 1970 ; début des années 1980). Globalement, les décennies 1980 et 2000 sont particulièrement favorables à Genève, tandis que la crise de la première moitié des années 1990 touche encore plus durement Genève que l'ensemble du pays : ce n'est qu'en 1998 que l'emploi y repart à la hausse. Mais grâce au redémarrage plus soutenu de son économie, le canton de Genève retrouve son niveau d'emploi d'avant la crise avant la Suisse (respectivement, en 2002 et en 2006).

L'absence de chiffres annuels empêche d'estimer avec précision les pertes d'emploi dues aux crises du milieu des années 1970 et du début des années 1980⁸. Toutefois, les données à disposition permettent au moins de constater que les probables pertes d'emploi provoquées par ces deux premières crises ont mis nettement moins de 10 ans à être compensées, l'emploi étant en progression à chaque recensement. De toute évidence, elles ont été moins sévères que celle de la première moitié des années 1990, particulièrement destructrice en la matière, surtout en raison de sa durée.

La progression de l'emploi à Genève durant les années 2000 est particulièrement marquée, du double de celle enregistrée en Suisse (respectivement, entre 2000 et 2009, + 22 % et + 11 %).

3.2 La main-d'œuvre étrangère dans le canton de Genève

Le recours à la main-d'œuvre étrangère est une constante pour l'économie suisse et plus encore pour le canton de Genève. Jusqu'en 2002, cette main-d'œuvre active pouvait être titulaire de quatre types de permis :

- permis d'établissement (C)
- permis annuel (B)
- permis saisonnier (A)
- permis frontalier (G).

A partir du 1^{er} juin 2002, le système est bouleversé par l'entrée en vigueur des accords bilatéraux qui introduisent progressivement la libre circulation pour les ressortissants de l'Union européenne (UE). Depuis juin 2004, les résidents suisses et les ressortissants de l'UE ont les mêmes droits sur le marché du travail suisse. Les fonctionnaires internationaux n'ont pas besoin de permis ; ils ne sont pas pris en compte dans ce paragraphe.

Quelques considérations sur la portée des séries statistiques

Permis d'établissement et permis annuel de personnes actives

Les dénombrements des personnes actives titulaires d'un permis d'établissement et de celles titulaires d'un permis annuel n'étant pas suffisamment précis tout au long de la période 1970-2002 pour les distinguer, les deux types de permis sont agrégés dans une même catégorie. Dès le début des années 1990, le relevé statistique pour cette catégorie perd peu à peu en qualité. Les départs à l'étranger sont notamment enregistrés avec retard. En outre, le statut d'activité n'est pas forcément mis à jour et on ignore si les personnes sont actives ou non. Conséquence de la libéralisation progressive du marché du travail avec l'Union européenne, dès le 1^{er} juin 2002, le nombre d'actifs étrangers par permis et par canton n'est plus du tout fiable. Les chiffres pris en compte dans cette analyse s'arrêtent donc à cette date.

Permis frontalier et titulaires d'un permis actifs

Les premiers changements majeurs affectant la statistique interviennent dès le 1^{er} juin 2002 : la durée de validité des permis frontaliers est allongée et les cessations d'activité ne sont plus forcément annoncées aux autorités. Il en résulte un décalage croissant entre le nombre de permis frontaliers délivrés et l'effectif de frontaliers réellement en activité. Pour pallier ce biais, l'OFS a élaboré une nouvelle statistique de synthèse portant sur le nombre de titulaires d'un permis frontalier actifs (« frontaliers étrangers en activité »). Les données sur le nombre de permis postérieures au 1^{er} juin 2002 ne sont donc plus entièrement comparables. Les personnes frontalières de nationalité suisse ne sont pas prises en compte ici.

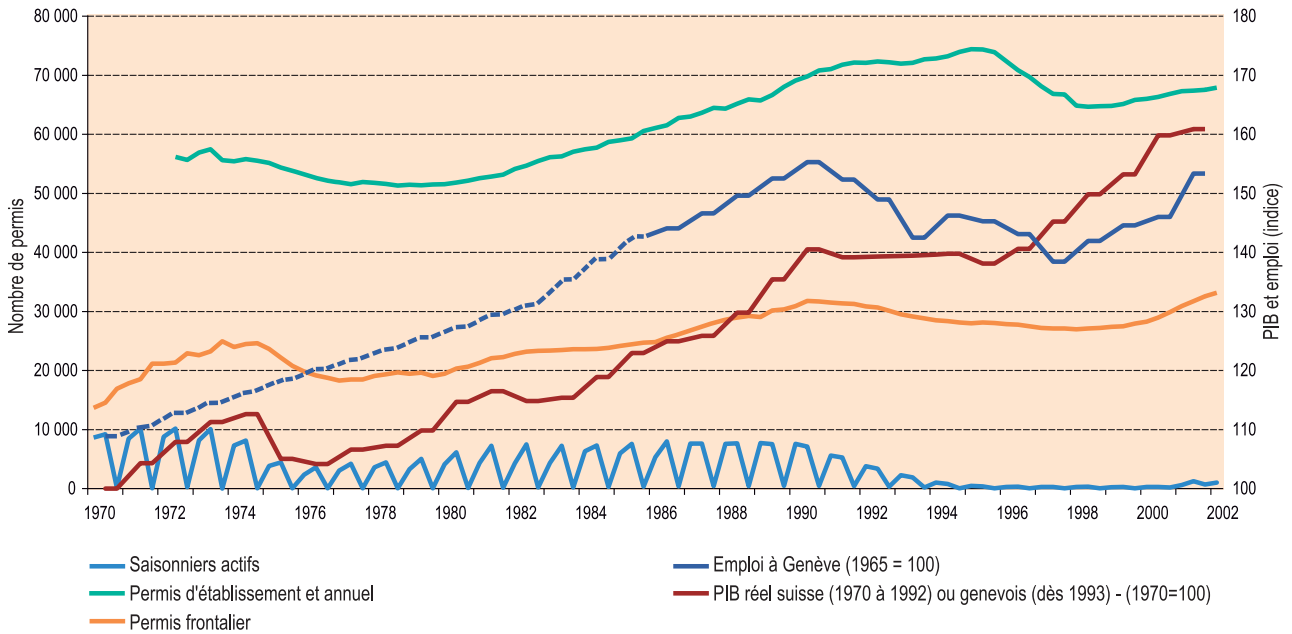
Permis saisonnier

Le statut de saisonnier (permis A) appliqué par la Suisse était unique en Europe. Les saisonniers exerçaient une activité lucrative d'au maximum neuf mois par année civile. Ils devaient donc séjourner à l'étranger au moins trois mois. En outre, ils n'avaient pas le droit de se faire accompagner par leur famille. Au bout de quatre ans et seulement en cas d'activité régulière, l'autorisation saisonnière pouvait se transformer en autorisation à l'année, qui permet le regroupement familial.

Au cours des années 1990, le statut de saisonnier est peu à peu abandonné et les titulaires d'un tel permis obtiennent le plus souvent un permis B. Incompatible avec les accords signés avec l'UE, ce statut a été officiellement aboli le 1^{er} juin 2002. Depuis, un nouveau type de permis (permis L) est accordé aux travailleurs étrangers résidant moins d'un an en Suisse.

⁸ A l'époque, l'OCSTAT a estimé à 13 500 la diminution du nombre d'emplois entre 1974 et 1976. Voir *Aspects statistiques* n° 5, juin 1977. A titre de comparaison, entre 1990 et 1993, la diminution de l'emploi est de 20 000 unités.

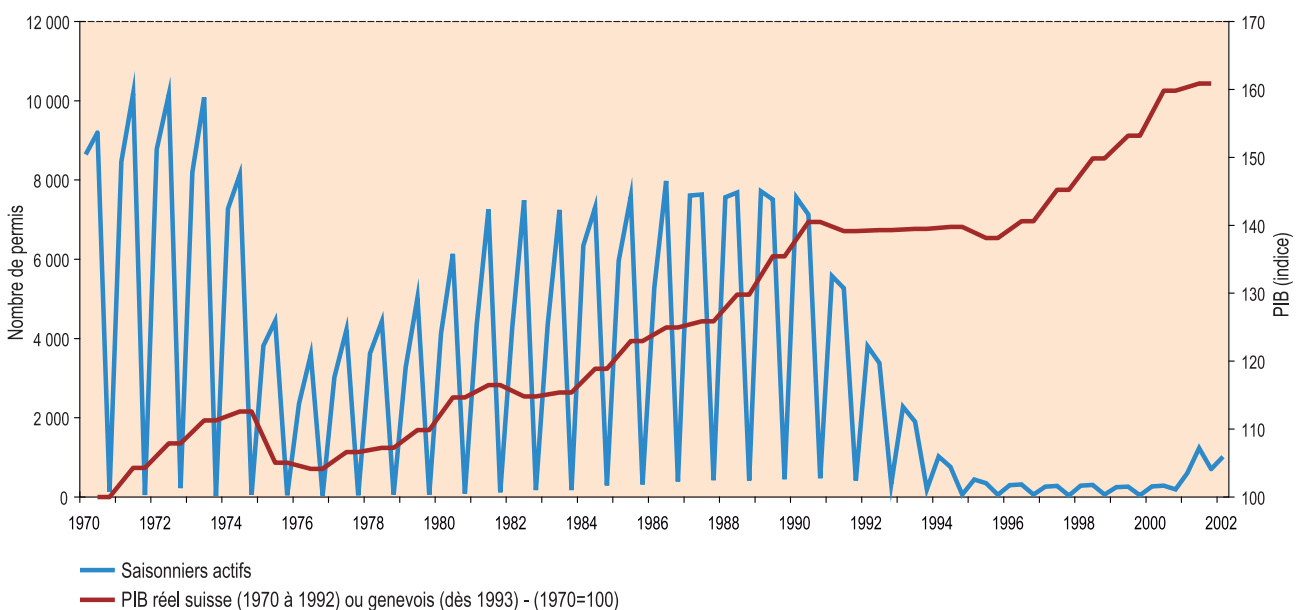
G - 16 Main-d'œuvre étrangère active dans le canton de Genève, selon le permis, en avril, août et décembre, de 1970 à 2002



Source : Office fédéral des migrations, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

La politique migratoire de la Suisse étant, jusqu'en 2002, pleinement axée sur les besoins du marché du travail, les effectifs de toutes les catégories de permis suivent la conjoncture. Les effets de la crise du milieu des années 1970 et de celle des années 1990 se répercutent clairement sur le nombre de personnes étrangères titulaires d'un permis de travail. Les effets de la crise du début des années 1980 ne sont, en revanche, pas vraiment perceptibles, sans doute en raison de sa brièveté.

G - 17 Saisonniers actifs dans le canton de Genève, en avril, août et décembre, de 1970 à 2002

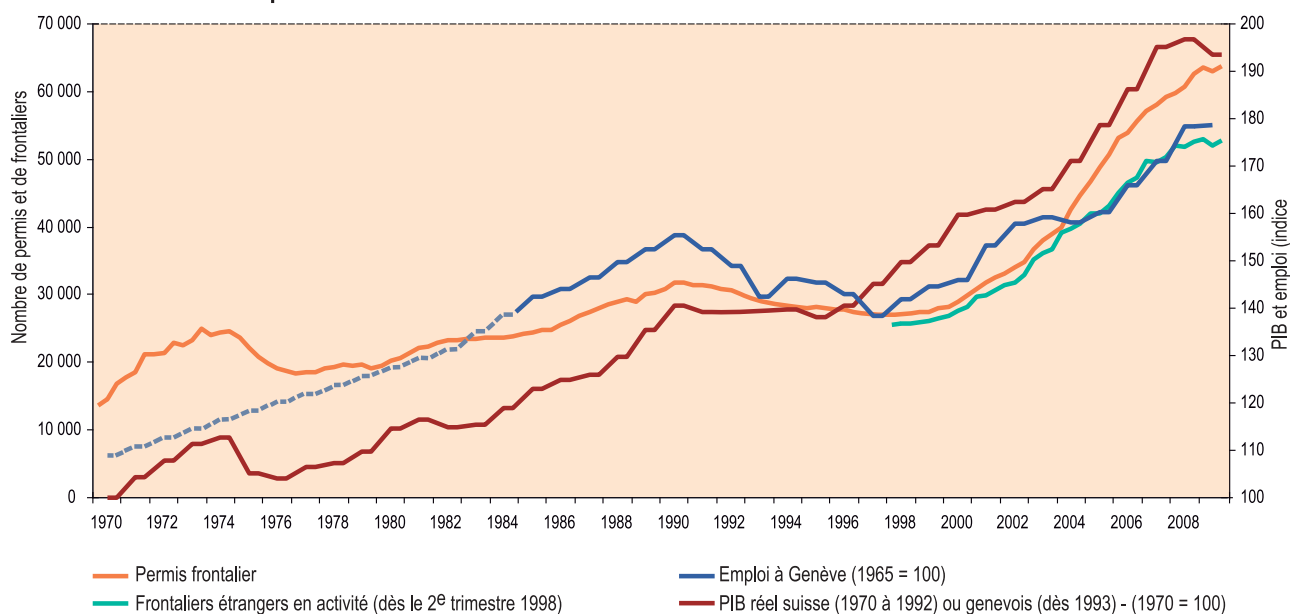


Source : Office fédéral des migrations, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

Les saisonniers actifs dans le canton de Genève, œuvrant pour la plupart dans la construction, l'hôtellerie et restauration ou l'agriculture, rentraient en général au pays durant l'hiver, d'où les énormes variations infra-annuelles. Comme ils étaient au bénéfice d'un contrat renouvelable d'année en année, en cas de mauvaise conjoncture, les saisonniers n'étaient évidemment pas rappelés l'année suivante, permettant ainsi à la Suisse « d'exporter » des chômeurs. Leur nombre est donc particulièrement en phase avec la conjoncture. La crise du milieu des années 1970 est emblématique : plus de 10 000 en août 1973, leur nombre s'oriente brutalement à la baisse, pour tomber à 3 600 en août 1976.

Avant même son abolition officielle en 2002, ce statut se raréfie à Genève dès le début des années 1990.

G - 18 Nombre de permis frontaliers et frontaliers étrangers en activité dans le canton de Genève, en avril, août et décembre depuis 1970



Source : Office fédéral des migrations, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

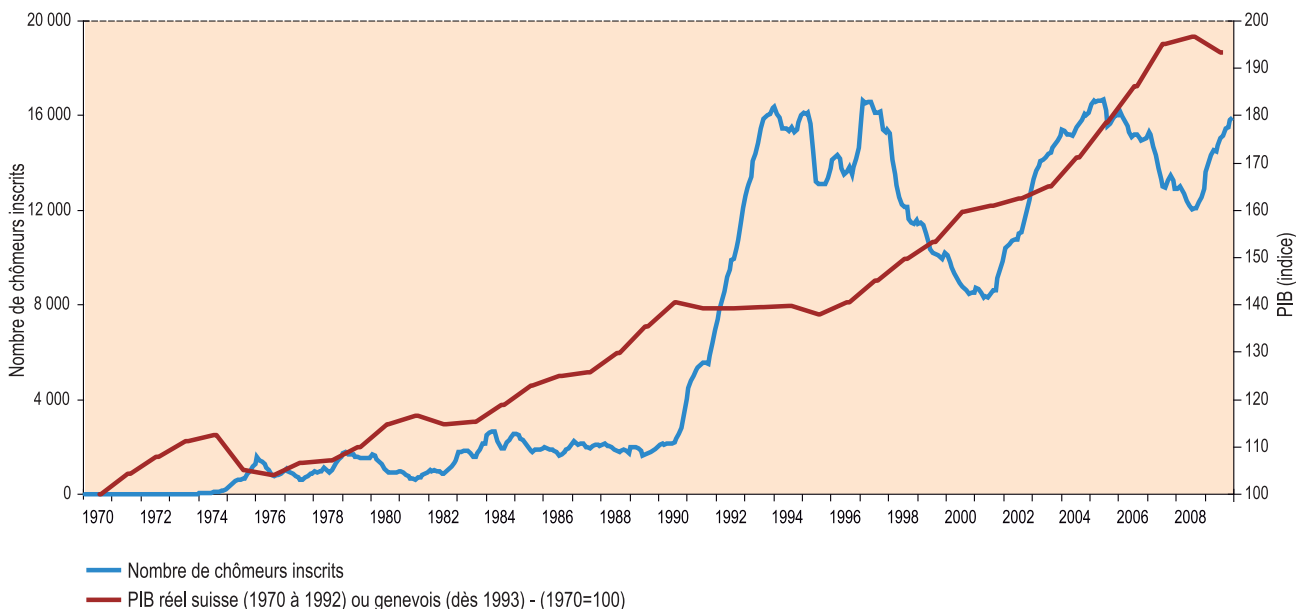
De 13 700 en avril 1970, le nombre de titulaires d'un permis frontalier passe à 33 200 en juin 2002. Durant cette période, l'évolution du nombre de frontaliers est en phase avec la conjoncture : le nombre de permis baisse en cas de ralentissement conjoncturel et inversement. Ce lien est particulièrement net lors de la crise du milieu des années 1970 et lors de la décennie « noire » 1990. Le pic atteint en 1990 ne sera d'ailleurs dépassé qu'en 2001.

A partir de juin 2002, le nombre de permis va s'accroître de manière vigoureuse, pour atteindre 63 800 unités à la fin 2009. Même si l'on prend comme référence les frontaliers étrangers en activité à la place du nombre de permis (voir les considérations méthodologiques au début de la section 3.2), la hausse est sans précédent. En dix ans, entre fin 1999 et fin 2009, leur nombre double, pour se fixer à 52 700 personnes. A l'origine de cet afflux, il y a incontestablement l'obtention facilitée de ce permis dès 2002 dans le cadre des accords bilatéraux. Même la baisse de l'emploi global dans le canton enregistrée en 2005 n'affecte pas la tendance à la hausse du nombre de frontaliers étrangers en activité.

La croissance du nombre de frontaliers dans l'économie genevoise se mesure également au travers du recensement de l'emploi : entre 1975 et 2008, la part des titulaires d'un permis frontalier dans le total des emplois recensés dans le canton passe ainsi de 13 % à 18 %.

3.3 Le chômage en Suisse et à Genève

G - 19 Chômeurs inscrits dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970



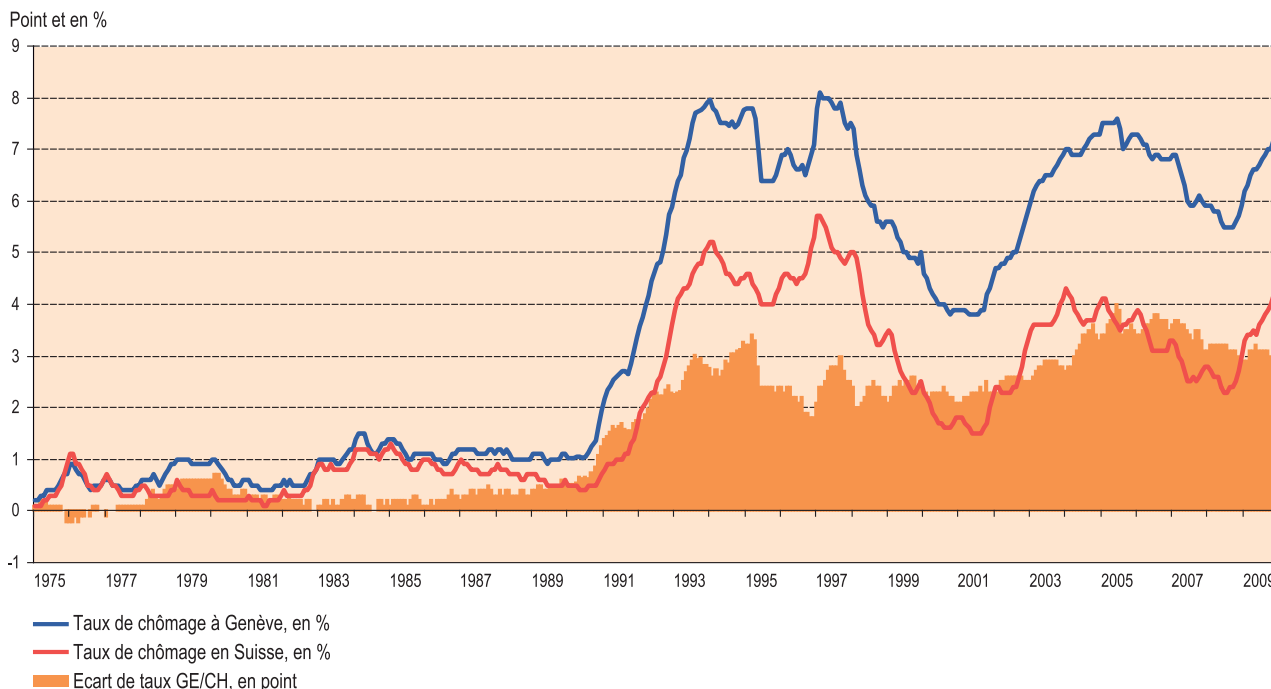
Source : Secrétariat d'Etat à l'économie / Office cantonal de l'emploi - Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

Les chiffres concernant le nombre de chômeurs sont affectés par les modifications administratives ou législatives. A l'échelon suisse, la principale innovation pour la période 1970-2009 est l'introduction au 1^{er} avril 1977 de l'obligation de s'assurer contre les risques du chômage. Jusqu'alors, seuls les cantons de Genève, depuis 1953, Zoug et Zurich avaient introduit cette obligation d'assurance. En janvier 1984, la loi fédérale sur l'assurance-chômage (LACI) entre en vigueur. Elle sera plusieurs fois révisée. Les périodes de cotisation et d'indemnisation sont notamment modifiées à plusieurs reprises, ce qui affecte à chaque fois le nombre de chômeurs inscrits. L'évolution du nombre de chômeurs demeure malgré tout principalement liée à celle de l'activité économique.

Le chômage est quasi inexistant au début des années 1970. Ainsi, en janvier 1970, on dénombre neuf chômeurs inscrits dans le canton ! La crise du milieu des années 1970 n'a qu'un impact limité sur le taux de chômage car la Suisse renvoie le surplus de sa main-d'œuvre étrangère (les titulaires de permis saisonniers, frontaliers et annuels) dans son pays d'origine. C'est à la fin de la crise que le pic de chômage est atteint, avec 1 600 chômeurs inscrits en janvier 1976, le marché du travail subissant ses effets avec un léger décalage.

Le chômage remonte un peu à la fin des années 1970, bien que le PIB soit orienté à la hausse. Il redescend, puis, avec la crise du début des années 1980, le nombre de chômeurs atteint un nouveau pic : de moins de 1 000 à la mi-1982, le nombre de chômeurs passe à 2 500 en janvier 1984. Ensuite, malgré la reprise, le nombre de chômeurs ne redescend pas, suivant en cela un effet d'hystérésis, qui indique la persistance d'un phénomène alors que sa cause principale a disparu.

G-20 Taux de chômage en Suisse et dans le canton de Genève, par mois, depuis 1975



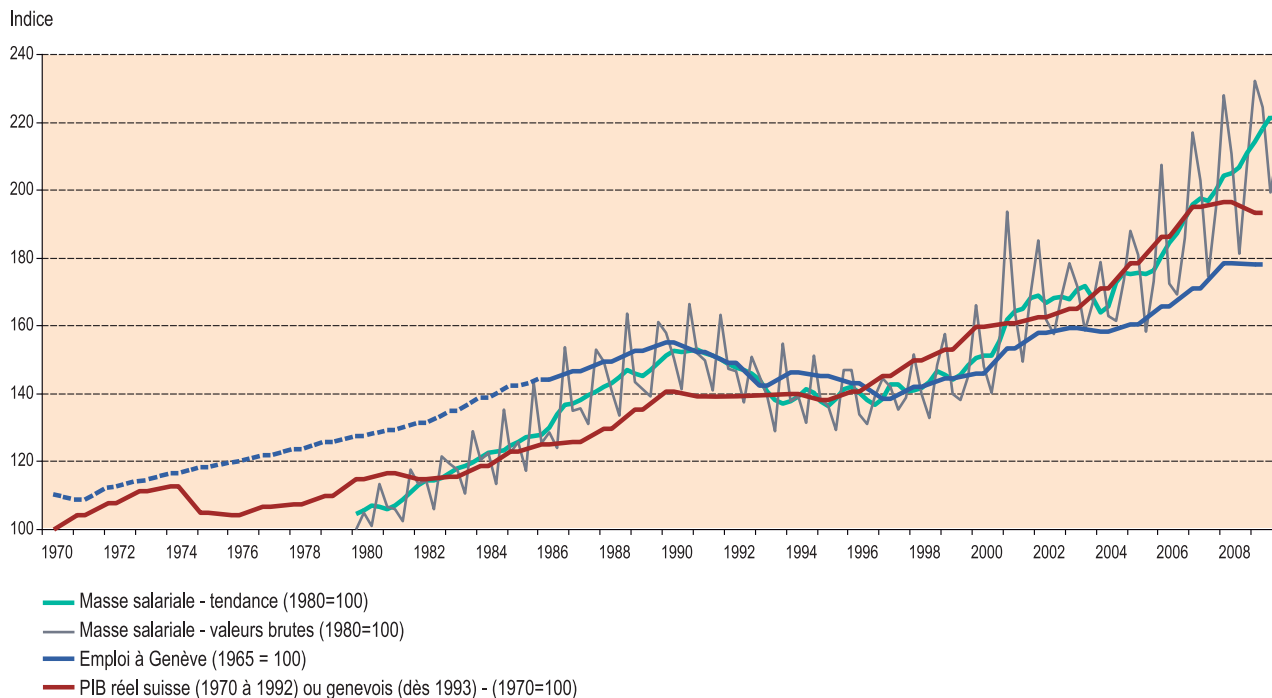
Source : Secrétariat d'Etat à l'économie / Office cantonal de l'emploi - Genève

C'est la crise de la première moitié des années 1990 qui va bouleverser la situation dans le canton. En cinq ans, le nombre de chômeurs est multiplié par huit, passant de 2 100 à 16 100 entre janvier 1990 et janvier 1995. C'est à ce moment que les évolutions observées à Genève et en Suisse vont durablement s'écarter. Si le taux de chômage augmente de manière sensible à l'échelon national, il reste nettement inférieur à celui du canton de Genève. Alors que l'écart entre les deux taux est inférieur à un point de pourcent auparavant, il va progressivement se creuser et dépasser les trois points dans le courant 1994.

Il faudra attendre 1999 pour que le nombre de chômeurs inscrits repasse sous la barre des 10 000 personnes à Genève. Mais le repli n'est que provisoire et le nombre de chômeurs reprend l'ascenseur de 2002 à 2005, malgré une situation économique globalement favorable, caractérisée par une croissance marquée du PIB et de l'emploi. La tendance est semblable à l'échelon suisse, mais dans une moindre mesure. Par conséquent, l'écart entre les taux genevois et suisse va augmenter pour atteindre les quatre points en juin 2005. L'arrivée massive de main-d'œuvre en provenance des pays de l'UE/AELE, conformément aux mesures de libre-circulation des personnes instaurées dans le cadre des accords bilatéraux, qui a été durant ces années nettement supérieure à Genève par rapport à la moyenne nationale, a sans aucun doute joué un rôle, en renforçant le degré de concurrence sur le marché du travail genevois.

3.4 La masse salariale versée dans le canton de Genève

G - 21 Masse salariale versée dans le canton de Genève, en termes réels, par trimestre, depuis 1980



Source : Office cantonal de la statistique - Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique

La masse salariale versée dans le canton de Genève dépend à la fois du nombre de salariés actifs dans le canton et du niveau des salaires. Le ralentissement conjoncturel du début des années 1980 n'affecte pas la progression de la somme des salaires versés. En revanche, la masse salariale s'oriente clairement à la baisse durant la décennie 1990, car le recul de l'emploi est particulièrement marqué.

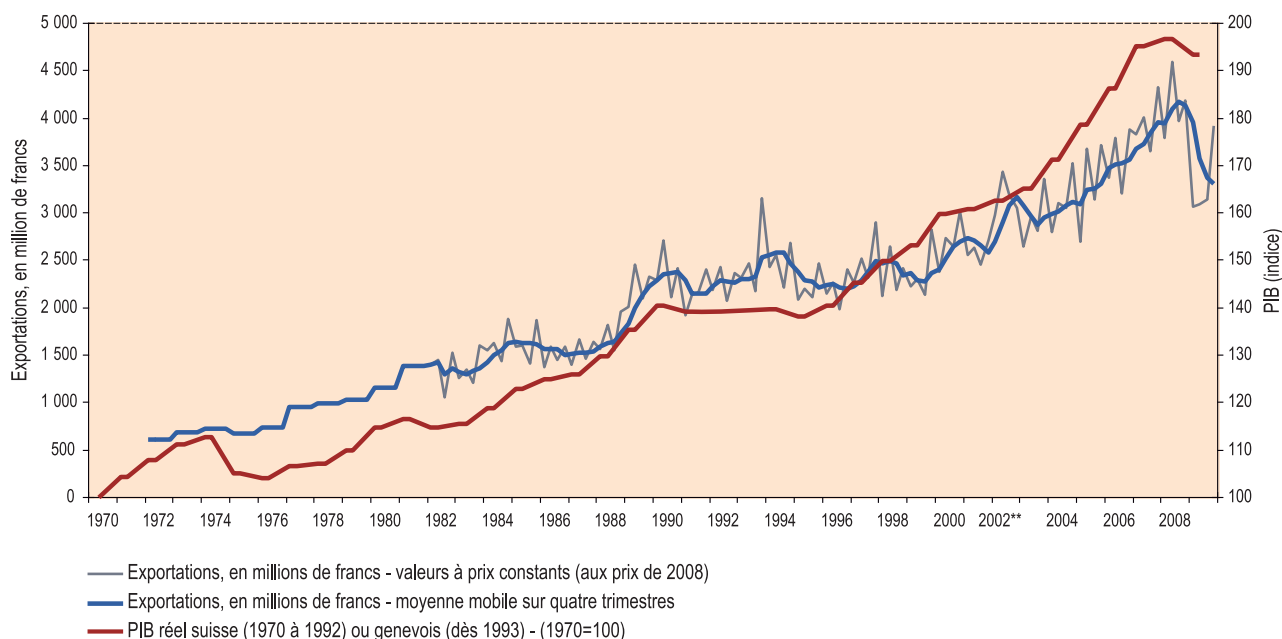
Depuis la fin des années 1990, la masse salariale est de plus en plus corrélée avec le PIB et de moins en moins avec l'emploi. C'est un indice d'un changement structurel sur le marché du travail. Les travailleurs à haute valeur ajoutée sont traditionnellement relativement nombreux dans l'économie genevoise. Dès la fin des années 1990, leur proportion par rapport à l'ensemble des emplois s'accroît et leur niveau de rémunération est en forte hausse, reflet d'une productivité en valeur croissante. Il en découle une hausse de la masse salariale totale plus élevée que celle de l'emploi ou que celle du niveau de l'ensemble des salaires.

Le très temporaire recul enregistré fin 2003 et début 2004 est lié à la fois au léger repli de l'emploi et à la chute des cours boursiers, qui réduit notamment les bonus octroyés par les banques.

4. Les indicateurs sectoriels de l'économie genevoise

4.1 Les exportations

G-22 Exportations du canton de Genève, par trimestre, depuis 1972*



* Chiffres annuels de 1972 à 1981 puis trimestriels dès 1982.

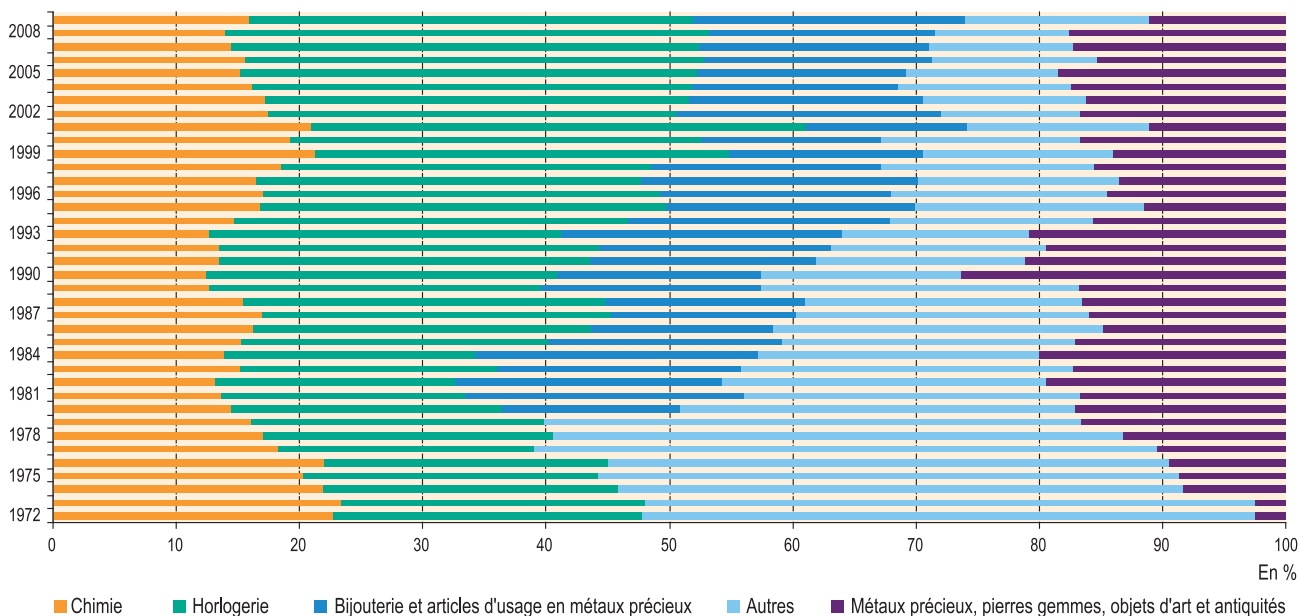
** Rupture de série en 2002 : à partir de cette date, les chiffres ne sont pas entièrement comparables avec ceux des années précédentes.

Source : Administration fédérale des douanes, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

L'économie genevoise, en particulier son industrie, est essentiellement tournée vers l'étranger. En 2009, en termes de valeur de marchandises exportées par habitant, le canton se classe ainsi au quatrième rang au niveau suisse, derrière, par ordre décroissant, les cantons de Bâle-Ville, Zoug et Neuchâtel. Avec 13,0 milliards de francs, la valeur des exportations de Genève représentent 6,9 % de celles de la Suisse (187,2 milliards de francs). Cette part est plus élevée qu'en 1972 (5,4 %), mais moindre qu'en 1990 (10,0 %).

En 2009, les exportations de métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités totalisent 1,9 milliard de francs (2,9 milliards en 2008), soit 15 % de la valeur totale des exportations du canton⁹. Trois branches en assurent 74 % : l'horlogerie, la bijouterie et la chimie.

⁹ Comme le commerce de métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités ne génère pas une activité importante sur le plan de l'emploi, dans le cadre de l'analyse conjoncturelle, ce type de commerce est fréquemment écarté. En l'écartant, le canton de Genève conserve sa quatrième place en termes de valeur de marchandises exportées par habitant.

G-23 Exportations du canton de Genève selon la nature des marchandises, depuis 1972*


* Jusqu'en 1979, la bijouterie et les articles d'usage en métaux précieux ne sont pas identifiables.

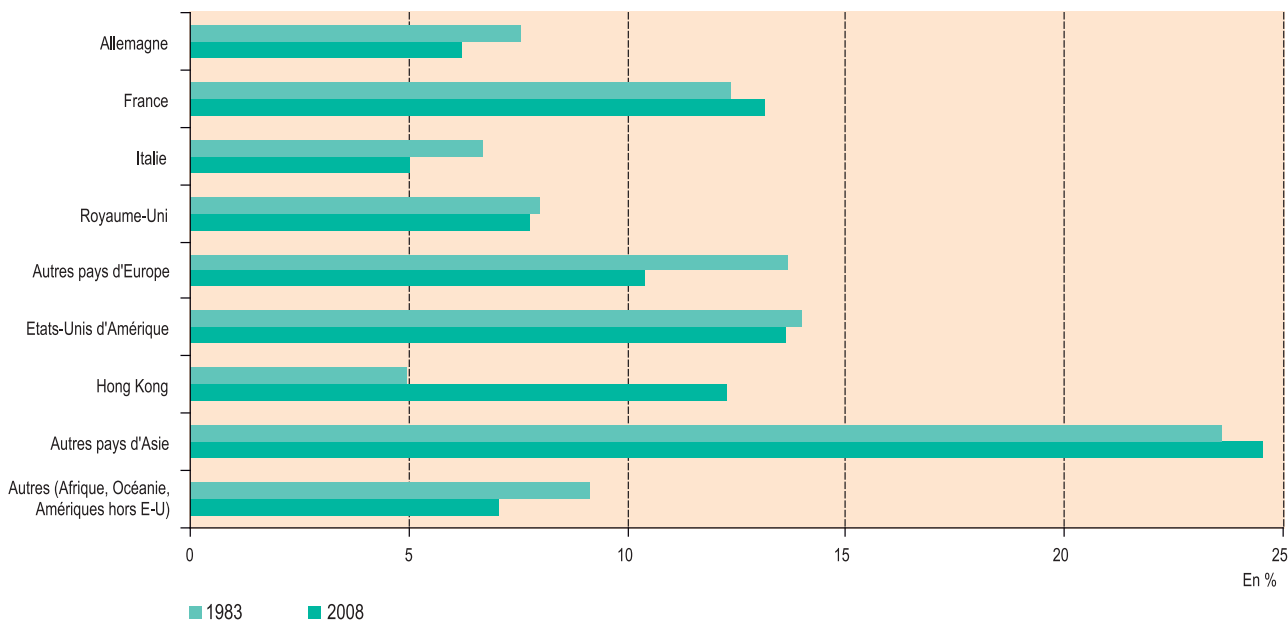
Source : Administration fédérale des douanes

Mesurée en francs constants, c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution des prix à la production, la valeur des exportations genevoises est multipliée par 5,4 entre 1972 et 2009 (6,7 entre 1972 et 2008). Leur croissance, nettement plus forte que celle du PIB, reflète le fort développement du commerce international. Des phases de recul marquent les années de crise économique mondiale (milieu des années 1970, début des années 1980 et fin des années 2000). L'évolution du commerce extérieur diverge parfois de celle du PIB, comme lors de la diminution observée en 1985 et 1986, imputable principalement à une chute des exportations de métaux précieux et pierres gemmes ainsi que de bijouterie.

Au cours des années 1990, il y a tout d'abord une sévère baisse des exportations en 1991, quand le PIB suisse est en recul. Les exportations s'orientent ensuite de nouveau à la hausse, malgré la stagnation du PIB, car le ralentissement conjoncturel observé en Suisse est alors avant tout endogène (éclatement de la bulle immobilière et effondrement du secteur de la construction, suivis d'une stagnation de la consommation des ménages et du recul des investissements des entreprises et des collectivités publiques). Au milieu des années 1990, alors que les exportations suisses et genevoises sont orientées à la hausse, une baisse frappe les industries d'exportations, en premier lieu l'horlogerie, mais aussi la chimie et les machines et appareils, contribuant au net recul du PIB genevois en 1995.

Témoin de la dépendance des industries genevoises d'exportation face à la conjoncture mondiale, le recul des exportations enregistré en 1998 (- 6,3 %, en termes réels), alors que le PIB genevois est en nette progression (+ 3,2 %), est principalement imputable à la crise économique asiatique, qui a touché les pays de l'Asie du Sud-Est dès l'été 1997 et qui a fait chuter les ventes dans l'horlogerie-bijouterie. Globalement, entre 1990 et 1998, la valeur des exportations genevoises reste stable, en francs constants. Lors de la décennie suivante, à l'exception de 2004, les exportations enregistrent, au contraire, des taux de progression sans précédent. La crise qui éclate en 2008, plus vive à l'échelon international que local, se manifeste par une chute brutale des exportations genevoises en 2009 : leur valeur baisse de 20,3 % en un an, soit la plus forte baisse annuelle depuis 1972, date des premières données disponibles par canton.

G-24 Exportations du canton de Genève selon le pays de destination, en 1983 et 2008*

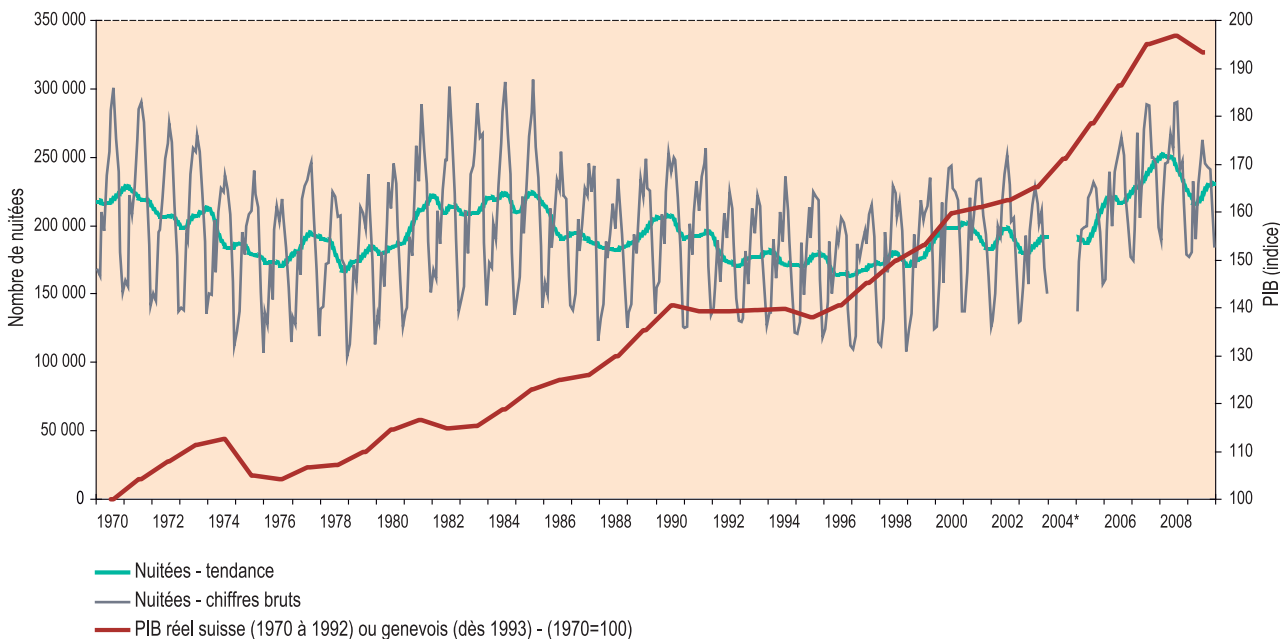


* Pas de données détaillées disponibles par pays avant 1983.

Source : Administration fédérale des douanes

4.2 Le tourisme

G-25 Nuitées dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970



* Chiffres indisponibles en 2004, en raison de la suspension de la statistique fédérale de l'hôtellerie.

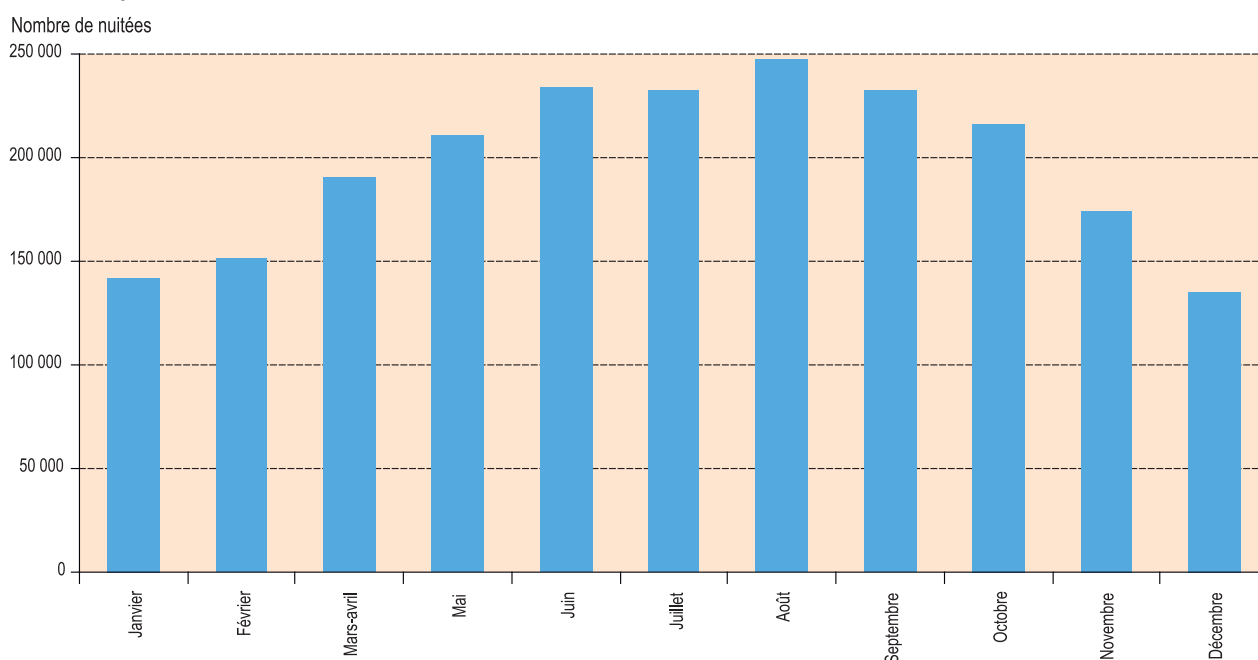
Source : Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

Entre 1970 et 2009, le nombre de nuitées enregistré annuellement dans les hôtels du canton de Genève est quasi stable, passant de 2,648 millions en 1970 à 2,661 millions en 2009. Par comparaison, le canton de Zurich gagne 1,2 million de nuitées durant la même période, pour atteindre un total de 4,011 millions de nuitées en 2009. L'hôtellerie genevoise connaît trois périodes fastes : début des années 1970 (jusqu'au premier choc pétrolier), milieu des années 1980 et fin des années 2000. L'année plafond est 2008 (2,8 millions de nuitées), celle plancher 1996 (2,0 millions de nuitées). En valeurs mensuelles, c'est le mois d'août 1985 qui détient la palme, avec 307 070 nuitées. Le mois de décembre 1978 arrive en dernier, avec 104 536 nuitées.

Les crises conjoncturelles se concrétisent par une tendance à la baisse des nuitées. Les effets de la crise du début des années 1980 sont cependant très faibles. La diminution est nettement plus marquée à la fin de la décennie, dans un climat conjoncturel pourtant excellent et alors que l'aéroport de Genève enregistre des taux annuels de croissance marqués. De 1985 à 1988, le nombre de nuitées baisse de 450 000 unités. Après un léger rebond, il se replie à nouveau et demeure à un niveau plancher jusqu'à la fin des années 1990, accumulant les scores annuels les plus faibles de la période 1970-2009, notamment à cause de la chute du dollar étasunien. Ailleurs en Suisse, cette période est également plutôt morose, mais dans une mesure nettement moindre. Entre 1985 et 1996, les hôtels du canton de Genève perdent 23 % de leurs nuitées, contre 14 % en Suisse et 11 % dans le canton de Zurich, un canton où le tourisme d'affaires est pourtant prédominant, comme à Genève.

Le nombre de nuitées croît de manière marquée de 2005 à 2008 avant de subir une baisse brutale dès la fin 2008. Avec une baisse du nombre de nuitées de 7,8 % en 2009, l'hôtellerie genevoise confirme sa forte volatilité. La tendance est en effet moins marquée en Suisse et dans le canton de Zurich, avec, respectivement, - 4,7 % et - 3,7 %.

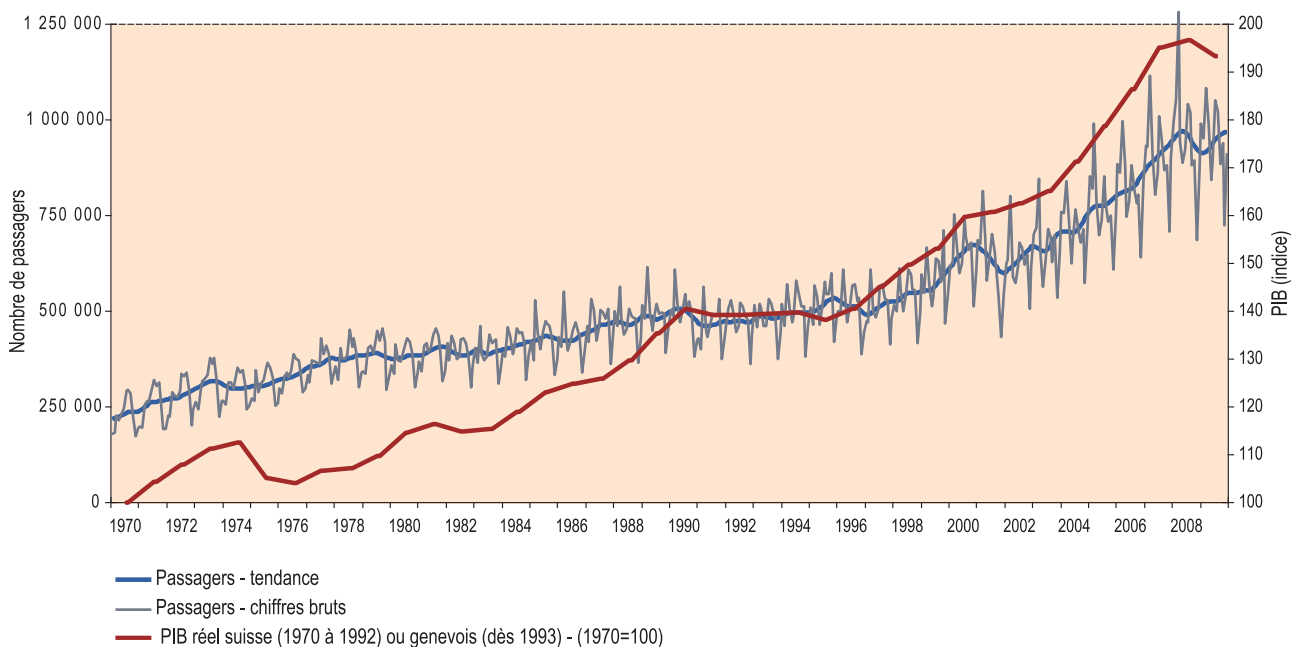
G-26 Moyenne mensuelle des nuitées du canton de Genève, de 1970 à 2009



Source : Office fédéral de la statistique

La saisonnalité, très marquée dans ce domaine, diminue quelque peu au cours du temps, sans doute grâce au développement du tourisme d'affaires, qui permet de remplir les hôtels de manière plus équilibrée tout au long de l'année. Les mois d'été (juin à septembre) sont les plus chargés pour l'hôtellerie genevoise et ceux d'hiver (décembre à février) les moins fréquentés. Le mois d'août a longtemps constitué le pic annuel. Depuis la fin des années 1990, le mois de juillet le devance régulièrement. En cas d'événement exceptionnel, le pic annuel peut concerner un autre mois. C'est par exemple le cas en 1991 (octobre), en 1997 (septembre) et en 1999 (octobre), mois durant lesquels s'est tenue la manifestation Telecom.

G-27 Passagers à l'aéroport de Genève, depuis janvier 1970



Source : Aéroport international de Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

Le nombre de passagers¹⁰ enregistrés annuellement à l'aéroport de Cointrin a été multiplié par quatre entre 1970 et 2008, passant ainsi de 2,7 millions à 11,5 millions (11,3 millions en 2009). Cette progression relative est un peu moins forte que celle de l'aéroport de Zurich, le plus grand de Suisse, avec 22,1 millions de passagers en 2008. C'est l'aéroport de Bâle-Mulhouse, le plus petit des trois (4,3 millions de passagers en 2008), qui affiche la hausse la plus marquée.

A Genève, les phases durant lesquelles le nombre de passagers recule sont rares. Le repli est léger lors des deux premières crises économiques (milieu des années 1970 et début des années 1980). La décennie 1990 est particulièrement morose pour l'aéroport. Elle commence par le recul dû à la crise de la première moitié des années 1990. Alors que l'économie cantonale a de la peine à se remettre d'aplomb, l'aéroport est affecté, en 1996, par la décision de Swissair de supprimer ses vols long courrier au départ de Genève. Entre 1990 et 1997, le trafic de passagers n'augmente globalement que de 2,5 %, soit + 0,4 % en moyenne par an. Mais il va reprendre de plus belle après cette stagnation, dopé par le développement des compagnies *low cost* au départ de Genève, qui génèrent une nouvelle forme de consommation de trafic aérien.

Le coup d'arrêt n'est que provisoire en 2001, quand frappent le ralentissement conjoncturel mondial (éclatement de la *bulle Internet* en 2000) et, surtout, les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, aux conséquences particulièrement négatives sur le trafic aérien. Après cette date, l'expansion du nombre de passagers atteint un taux de croissance inédit, profitant autant de la croissance économique que de l'offre grandissante des compagnies *low cost*. Entre 2001 et 2008, le trafic de passagers augmente globalement de 52,8 %, soit + 6,2 % en moyenne par an. Le mouvement s'inscrit à la baisse à la fin 2008 et au début 2009. En cumul annuel, 2009 est la première année de baisse depuis 2001.

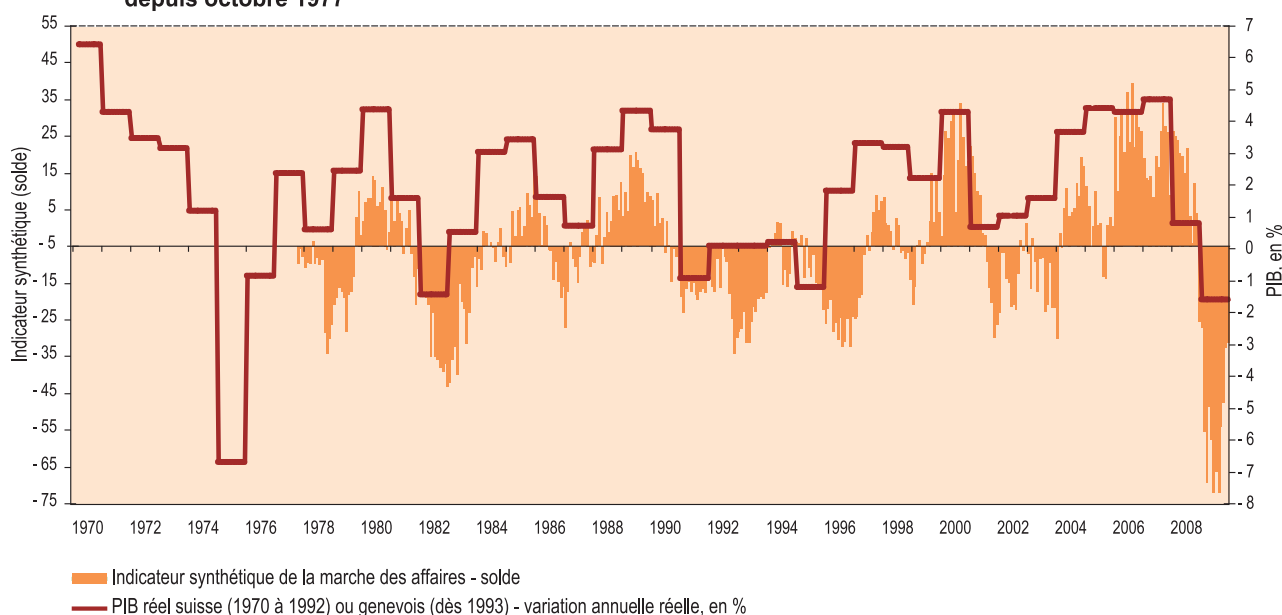
Le bilan de la période 1995-2008 est en fin de compte positif pour l'aéroport de Genève, qui enregistre un taux de croissance du nombre de passagers historiquement élevé, similaire à celui de l'aéroport de Bâle-Mulhouse et supérieur à celui de Zurich.

¹⁰ Les passagers en transit sont comptés une seule fois.

De 1970 à 2009, la saisonnalité de la fréquentation de l'aéroport augmente, contrairement à celle des nuitées. Les mois d'hiver (janvier à mars) et ceux d'été (juillet et août) sont de plus en plus fréquentés par rapport aux autres. Le pic hivernal, surtout, est plus marqué dans les années 2000 qu'au cours des années 1970, du fait que les touristes, notamment en provenance du Royaume-Uni, sont plus nombreux à passer par l'aéroport de Genève pour se rendre dans des stations de ski alentours. C'est un signe que le rôle régional de l'aéroport de Genève se renforce.

4.3 L'industrie

G - 28 Indicateur synthétique de la marche des affaires pour l'industrie dans le canton de Genève, par mois, depuis octobre 1977



Guide de lecture : la moyenne de long terme du solde est de -5, raison pour laquelle l'axe principal des ordonnées est décalé. Quand le solde est inférieur à -5, la situation est jugée insatisfaisante car les industriels mécontents de leurs affaires sont plus nombreux que ceux satisfaits. Plus que son niveau, c'est surtout l'évolution du solde qui est pertinente pour l'analyse conjoncturelle.

Source : Centre de recherches conjoncturelles (KOK - EPFZ), Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

Les phases où l'indicateur synthétique, qui représente la marche des affaires dans l'industrie ¹¹, baisse jusqu'à devenir négatif correspondent en général à des ralentissements ou des reculs du PIB. Quand l'indicateur synthétique s'élève, le taux de croissance du PIB s'accélère. Même si l'économie genevoise est depuis longtemps dominée par le secteur tertiaire, l'industrie a longtemps joué un rôle de prédiction dans l'évolution globale du PIB du canton. Depuis les années 1990, cette capacité prédictive a tendance à s'affaiblir.

¹¹ Outre le cas de l'industrie, traitée dans le cadre de cette étude, les domaines suivants sont couverts pour le canton de Genève :

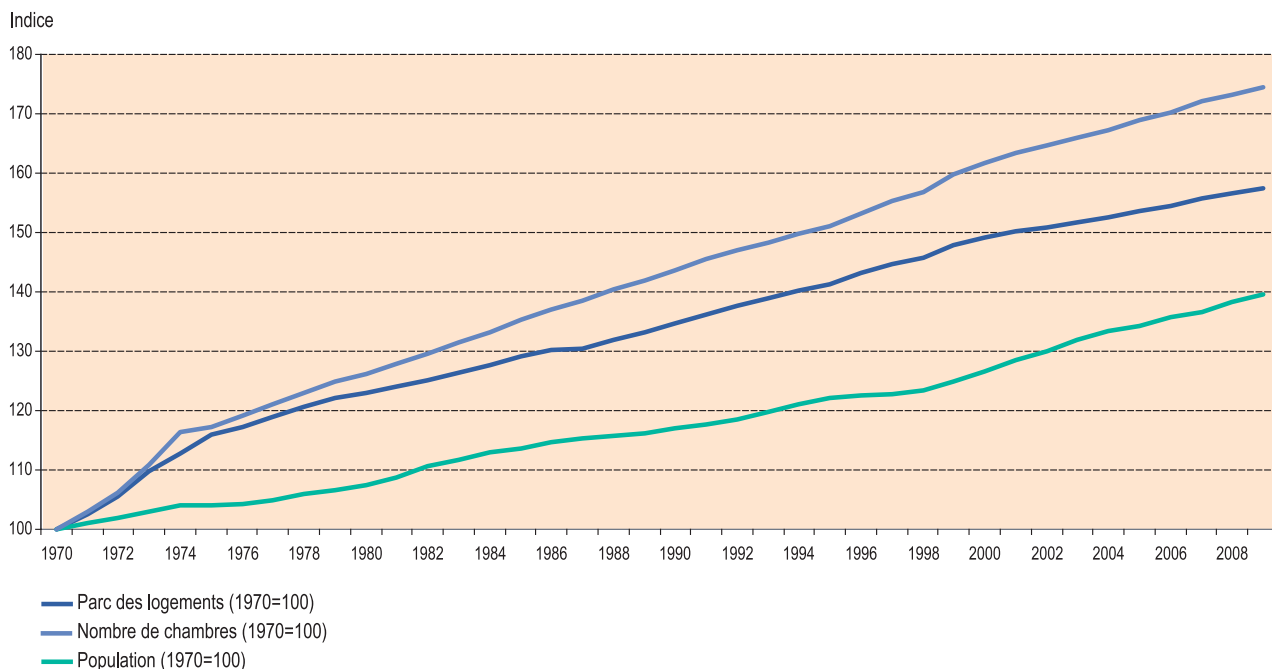
l'hôtellerie-restauration, depuis 1989 ; le commerce de détail, depuis 1994 ; la construction, depuis 1995 ; les branches des services (transports, information et communication, services aux entreprises, santé humaine et action sociale, arts, spectacles et activités récréatives), depuis 2007.

Ces enquêtes sont menées en collaboration avec le Centre de recherches conjoncturelles (KOF), de l'École polytechnique fédérale de Zurich, qui gère la plupart des enquêtes de conjoncture en Suisse. En plus, l'OCSTAT produit une enquête dans les services immobiliers du canton de Genève, depuis 1994. Les résultats de ces enquêtes de conjoncture sont disponibles sur une période trop courte pour figurer dans cette publication.

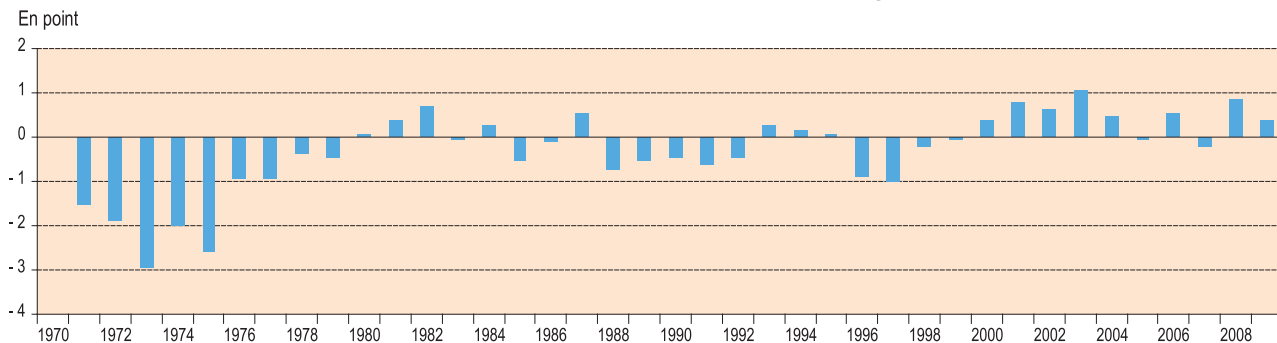
Il y a des décalages entre les séries, comme en 2008, où les industriels genevois n'ont ressenti qu'à la toute fin de l'année les effets de la crise. En 1996, au sortir de ce qui représente pour Genève une longue période de stagnation économique, le PIB s'oriente à la hausse, mais l'indicateur synthétique reste à un niveau reflétant l'insatisfaction des industriels. Le PIB genevois est alors tiré par d'autres branches que l'industrie. Ce n'est qu'en septembre 1997 que la marche des affaires devient de nouveau favorable. Il est vrai que l'industrie genevoise est fortement exportatrice, donc plus sensible à la conjoncture internationale que nationale, et que 1996 est marquée par un recul de la valeur des exportations du canton (en termes réels).

4.4 La construction et le logement

G -29 Parc des logements, nombre de chambres et population dans le canton de Genève, depuis 1970



G -29' Ecart de taux de croissance annuelle entre la population et le parc de logements



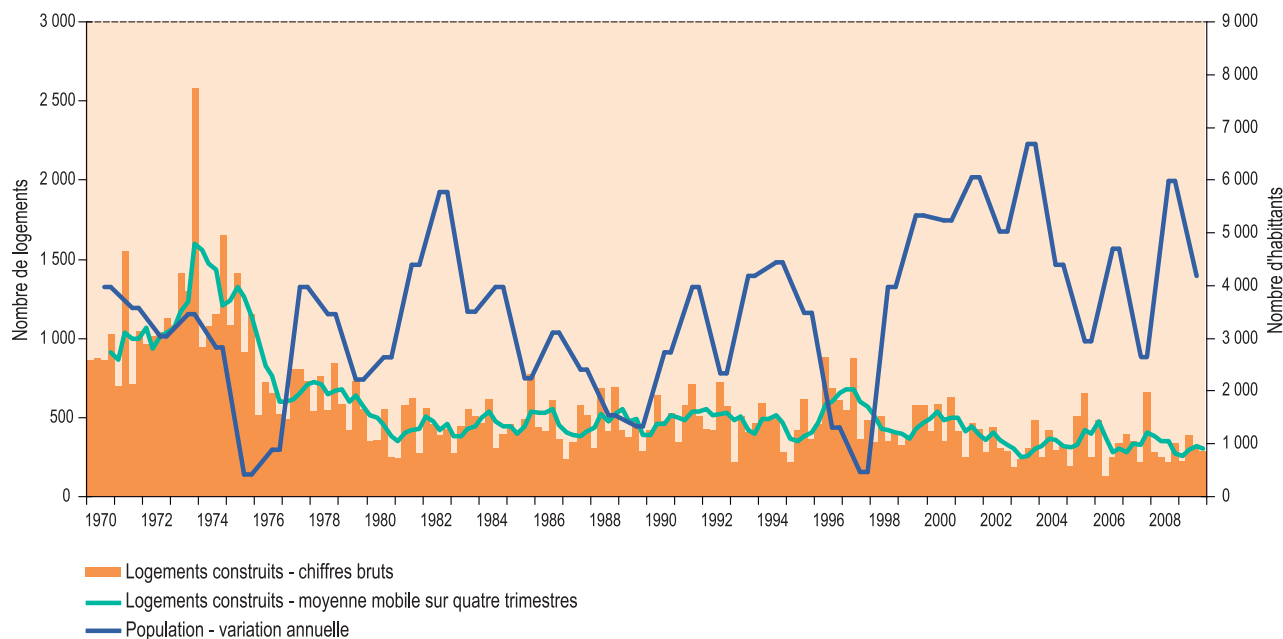
Source : Office cantonal de la statistique - Genève

Sur l'ensemble de la période allant de 1970 à 2009, le parc des logements augmente plus rapidement que la population (respectivement, + 57 % et + 40 %). C'est surtout au début des années 1970 que le logement se développe plus vite. Durant les deux décennies suivantes, l'écart de croissance s'atténue et les deux augmentent à un rythme quasi similaire. Durant la décennie 2000, la population croît un peu plus rapidement que le logement.

Signe que l'on construit de plus en plus grand, la taille moyenne des logements croît, passant de 2,77 chambres par logement en 1970 à 3,06 en 2009. Entre 1970 et 2009, la croissance du nombre de chambres est ainsi nettement supérieure à celle de logements, notamment durant les années 2000. Entre 2000 et 2009, la croissance du nombre de chambres demeure cependant inférieure à celle de la population (respectivement, + 7,9 % et + 10,3 %).

La population ne reflète qu'imparfaitement la demande de logements. Le nombre de ménages – pour lesquels les données annuelles font défaut – lui serait préférable, afin de tenir compte des changements de mode de vie des personnes. Ainsi, le nombre moyen d'habitants par logement est en baisse depuis 1970, du fait que les « grandes » familles sont moins nombreuses et que les ménages d'une seule personne sont en augmentation : de 2,37 habitants par logement, le ratio passe à 2,09 en 2009. Dans cette perspective, la demande de logements s'oriente vers des logements de plus petite taille. Cependant, dans le même temps, cette évolution est en quelque sorte compensée par le fait que les personnes occupent des logements plus grands : de 0,85 habitant par chambre en 1970, le ratio passe à 0,68 en 2009.

G -30 Logements construits (terminés) dans le canton de Genève, par trimestre, depuis 1970



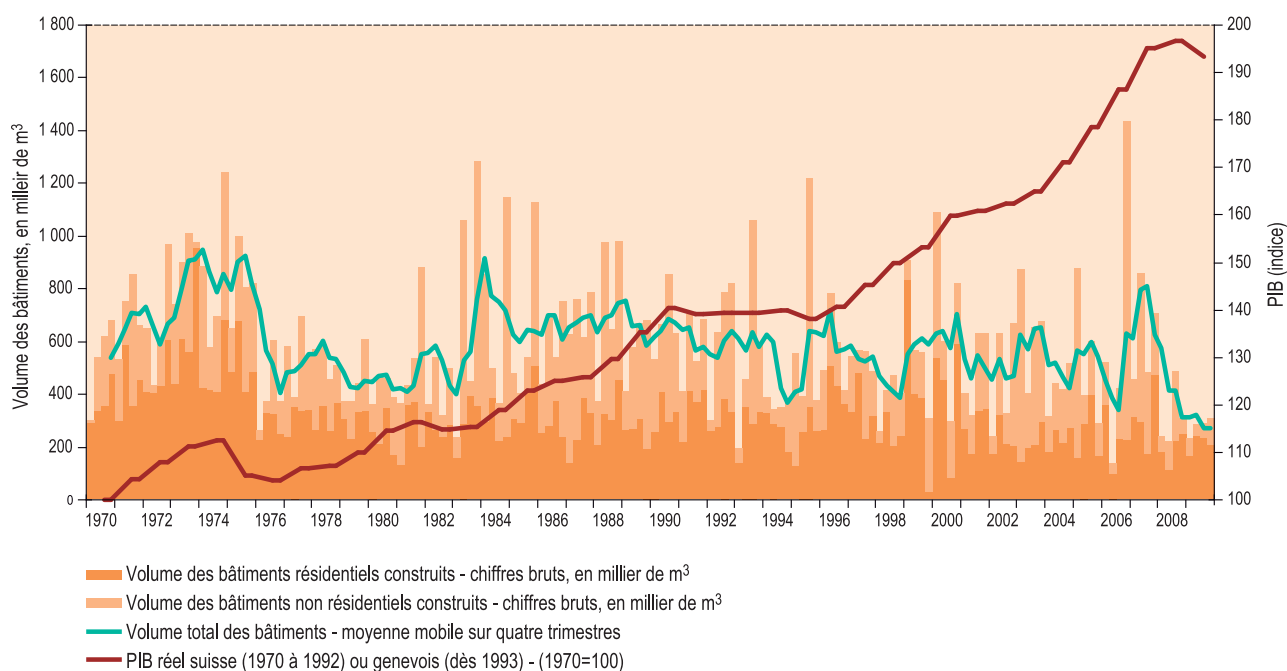
Source : Office cantonal de la statistique - Genève

La construction de logements n'est guère en phase avec l'augmentation de la population. De 1970 à 2009, la tendance du nombre de logements terminés s'inscrit franchement à la baisse, alors que la hausse de la population a tendance à s'accroître. Cette dichotomie est à son apogée durant la première partie des années 2000 : les taux de croissance de la population atteignent des sommets au moment où le nombre de nouveaux logements terminés est au plus bas. La première partie des années 1970 constitue sans conteste l'âge d'or de la construction de logements dans le canton. En moyenne annuelle, de 1970 à 1975, le nombre de logements terminés s'élève alors à 4 600 unités. Durant les « bons » trimestres, le nombre de logements terminés dépasse celui enregistré en une année après 2000. En moyenne annuelle, de 2004 à 2009, le nombre de logements terminés s'établit à 1 340 unités.

En valeur trimestrielle, le pic est atteint au quatrième trimestre 1973, avec 2 581 logements terminés. Cette année représente le record, avec 6 384 logements construits.

Comme déjà évoqué, si le nombre de logements construits devient moins élevé au cours du temps, leur taille augmente. En comparant la période 1970 à 1975 et celle allant de 2004 à 2009, la part des logements de 4 chambres ou plus passe ainsi, en moyenne, de 35 % à 68 %. En lien avec cette tendance à des logements plus spacieux, la part des maisons individuelles s'accroît : entre les deux mêmes groupes d'années, leur part passe, en moyenne, de 7 % à 22 % du total des logements construits.

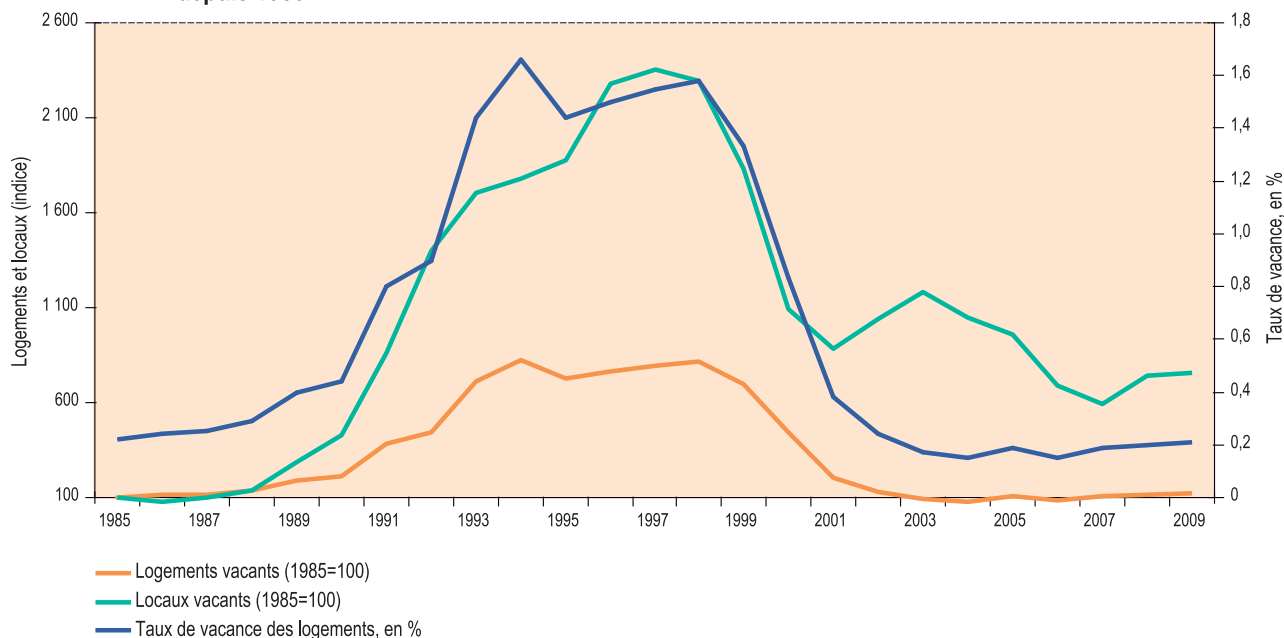
G-31 Volume des bâtiments construits (terminés) dans le canton de Genève, par trimestre, depuis 1970



Source : Office cantonal de la statistique - Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique

Le volume des bâtiments terminés, qui comprend les constructions résidentielles et non résidentielles, est plutôt stable depuis le milieu des années 1970. Par rapport au constat tiré sur l'évolution déclinante du nombre de logements construits, cette relative stabilité a deux origines. D'une part, comme déjà évoqué, la taille des logements ayant tendance à s'accroître avec le temps, la baisse des constructions résidentielles en termes de volume est moins forte que celle en termes d'unité. D'autre part, le volume des bâtiments non résidentiels construits est en légère hausse : entre la période allant de 1970 à 1975 et celle de 2002 à 2007, il passe, en moyenne annuelle, de 1 064 mètres cubes à 1 257 mètres cubes. Dès 2007, il baisse fortement, et en 2009 le volume total des bâtiments construits est à son niveau plancher pour l'ensemble de la période 1970-2009.

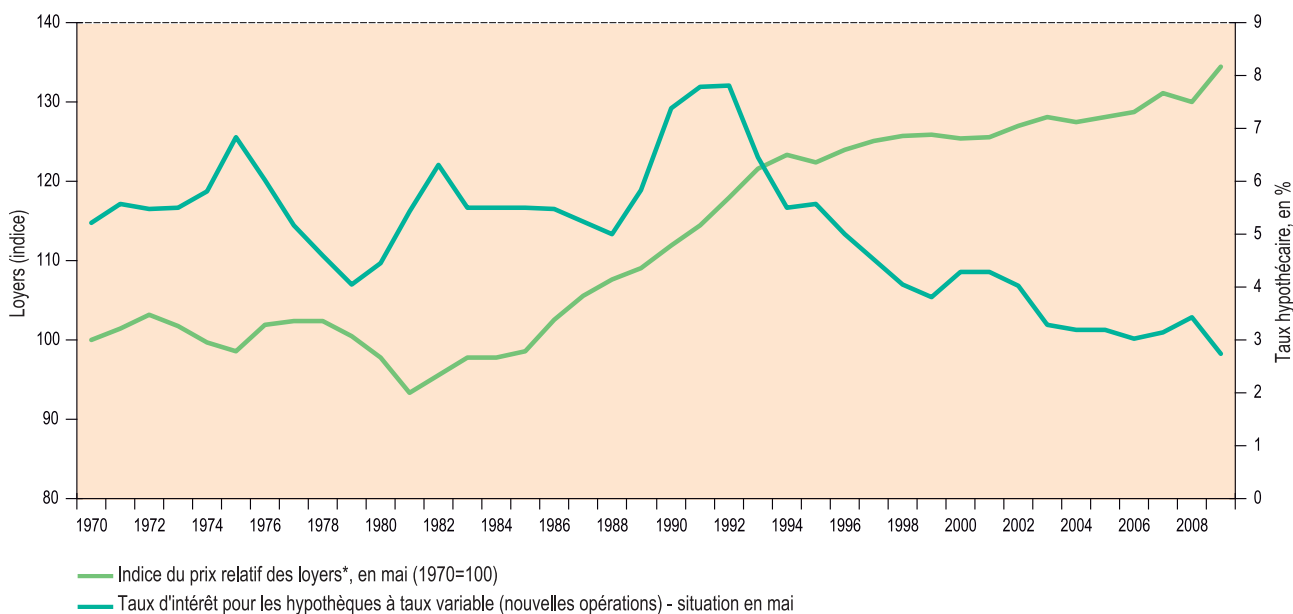
G - 32 Logements vacants, locaux vacants et taux de vacance des logements dans le canton de Genève, depuis 1985



Source : Office cantonal de la statistique - Genève

Disponible depuis 1985, le taux de logements vacants suit la conjoncture. Très bas à la fin des années 1980, il se détend au plus fort de la crise économique, durant les années 1990, avec des valeurs situées entre 1,4 % et 1,7 %, au moment où la population tend à moins augmenter. Depuis 2003, il demeure au-dessous de 0,2 %, soit un niveau infime, indice d'une pénurie.

Sans surprise, l'évolution des locaux vacants est plus volatile que celle des logements vacants. Le nombre de logements et de locaux vacants atteint un pic dans la seconde partie des années 1990, au moment où le PIB genevois repart à la hausse après une longue période de stagnation.

G - 33 Niveau des loyers dans le canton de Genève et taux hypothécaire en Suisse, depuis 1970


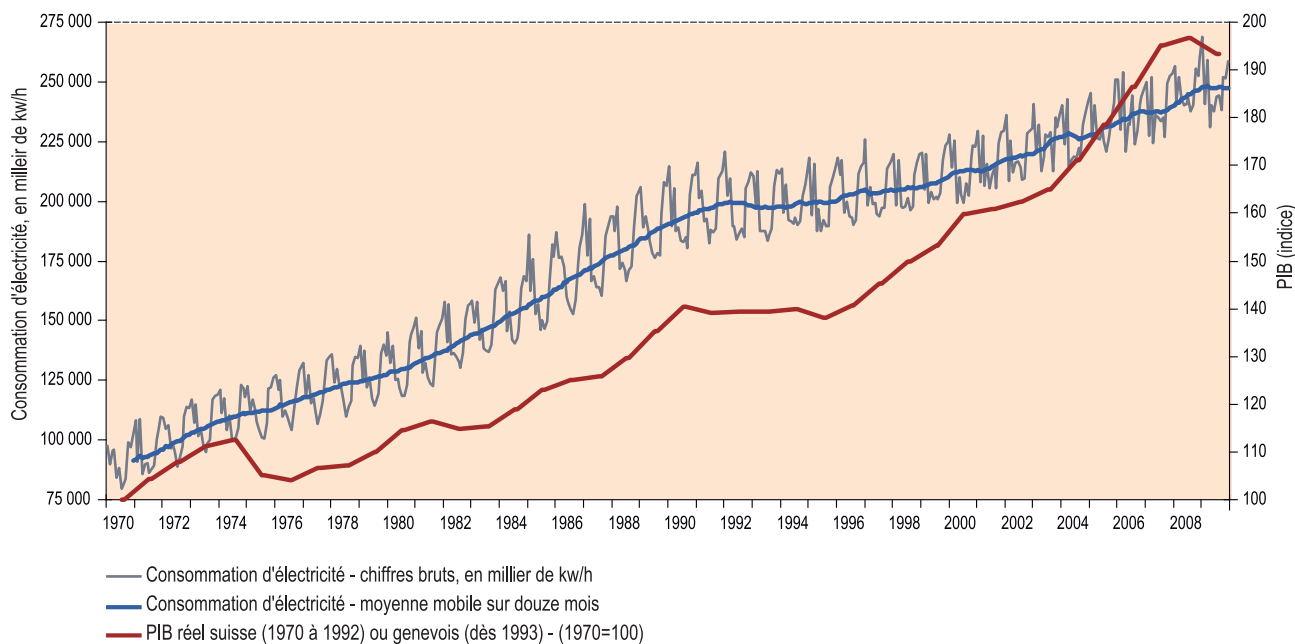
* L'indice du prix relatif d'un bien reflète l'évolution de son prix en tenant compte de l'évolution de l'ensemble des prix à la consommation.

Source : Office cantonal de la statistique - Genève et Banque nationale suisse

La tension qui règne sur le marché locatif se perçoit également à travers l'évolution des loyers mesurée en termes relatifs (c'est-à-dire déduction faite de l'évolution du niveau général des prix; voir le glossaire en fin de publication). La hausse relative des loyers commence au milieu des années 1980, sous la poussée des taux d'intérêt. Jusqu'à cette date, les loyers augmentaient plus ou moins au même rythme que l'ensemble des prix à la consommation. A partir de cette date, la plus forte hausse relative des loyers ne va plus s'arrêter. Lors des périodes de baisse des taux hypothécaires, notamment de 1992 à 2005, l'augmentation du niveau des loyers ralentit quelque peu, mais la tendance demeure.

4.5 Quelques autres indicateurs

G-34 Consommation d'électricité dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970



Source : Services industriels de Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

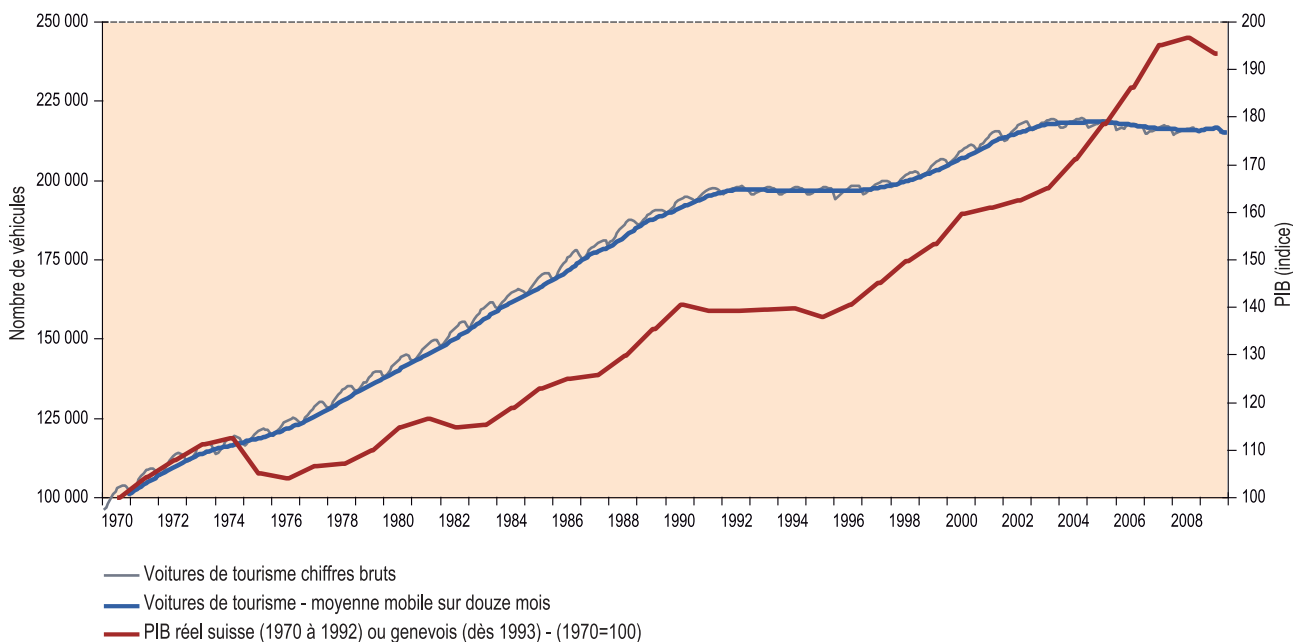
Jusqu'en 1990, la croissance de la consommation d'électricité est quasi constante, en lien avec l'augmentation de la population. Elle est la plus forte au cours des années 1980, sans doute en raison de la bonne conjoncture. La consommation d'électricité se replie pour la première fois en 1992, quand le PIB suisse se tasse. Dès la seconde partie des années 1990, la tendance à la hausse reprend, mais à un rythme plus faible que dans le passé, peut-être en rapport avec les campagnes de sensibilisation auprès du public et avec la généralisation des appareils moins consommateurs d'énergie (mais toujours plus nombreux). Outre des rendements énergétiques meilleurs, tant pour la consommation privée que du côté de la sphère productive, une part croissante du PIB du canton est assurée par des activités moins gourmandes en énergie. La consommation électrique ne suit dès lors plus les cycles économiques.

La forte saisonnalité observée tout au long de la période est évidemment liée aux conditions météorologiques, la consommation électrique étant plus grande en hiver. Elle est toutefois moins marquée à la fin de la période.

La conjoncture n'affecte pas la progression du nombre de véhicules en circulation immatriculés dans le canton (voir graphique G-35), sauf durant la crise de la première moitié des années 1990, qui marque le premier arrêt d'une croissance constante depuis 1970, en lien avec l'augmentation de la population. La légère tendance à la baisse observée dès 2004 est sans doute attribuable à un changement des comportements individuels en matière de mobilité.

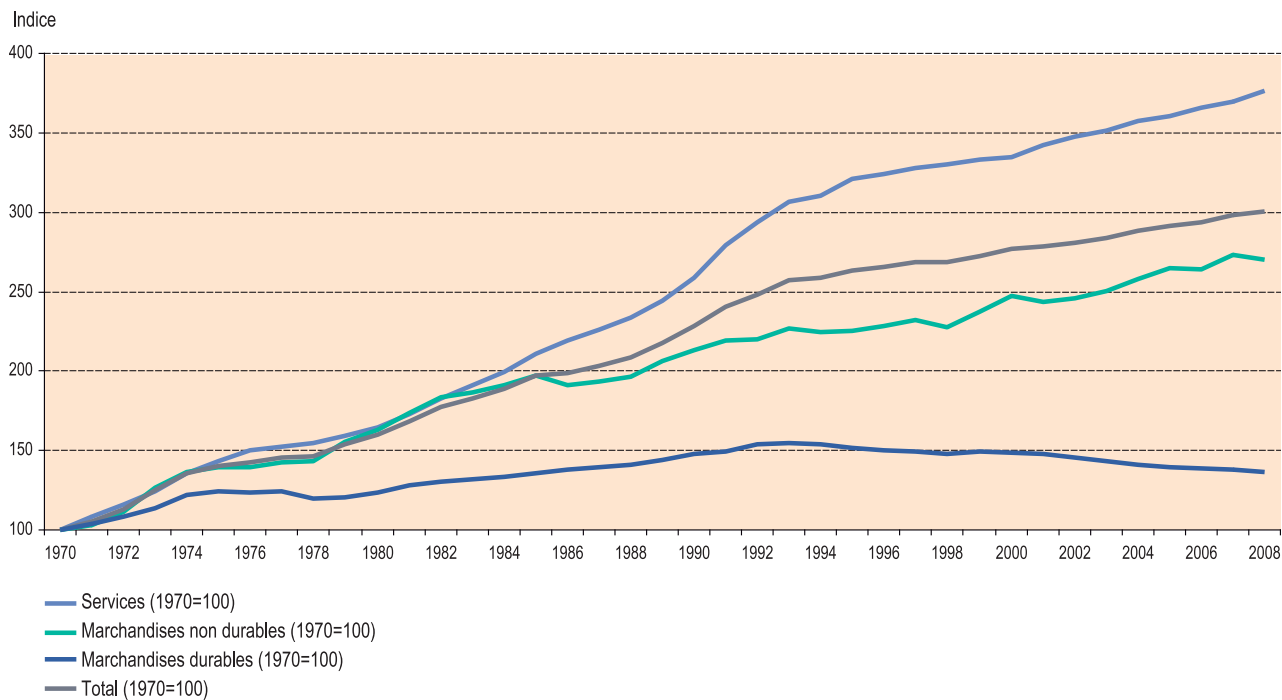
La saisonnalité observée tout au long de la période à la fin de chaque année découle du retrait de la circulation des véhicules d'entreprises pour des raisons fiscales.

G - 35 Voitures en circulation dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970



Source : Office cantonal des automobiles et de la navigation - Genève, Office fédéral de la statistique et Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève

G - 36 Indice genevois des prix à la consommation selon le genre de biens, depuis 1970

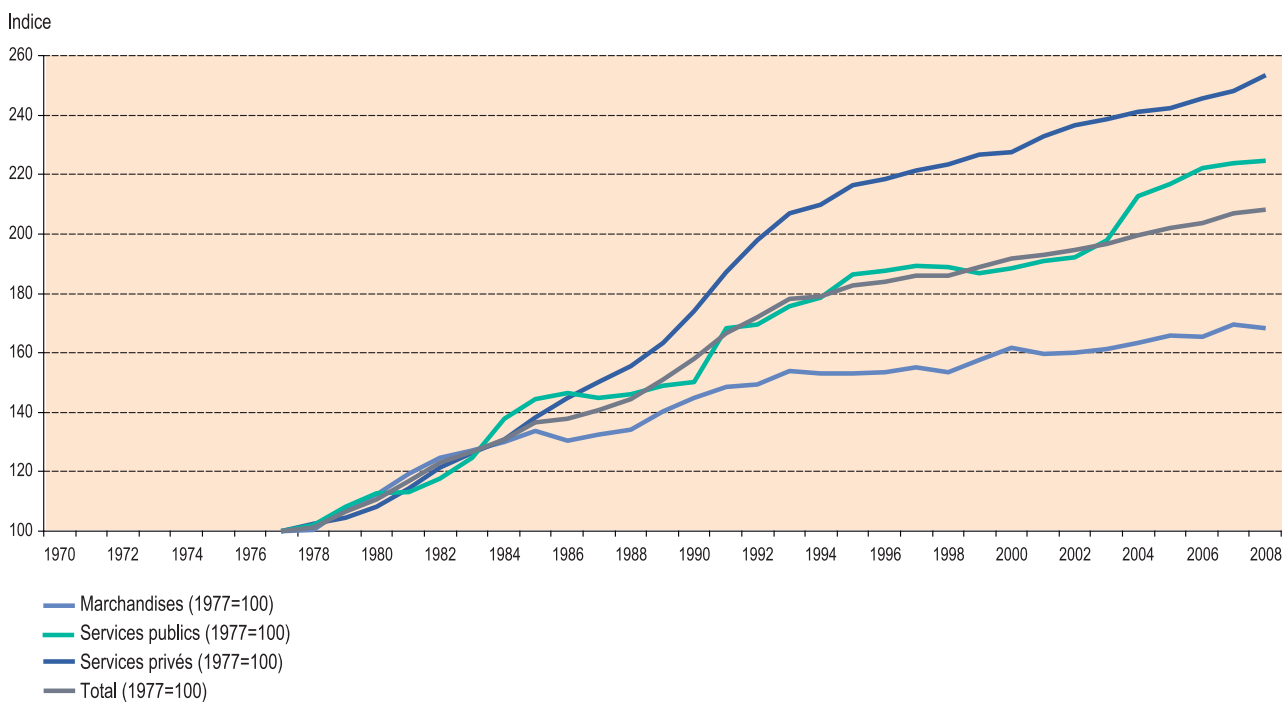


Source : Office cantonal de la statistique - Genève / Office fédéral de la statistique

A Genève, les prix à la consommation ont été globalement multipliés par trois entre 1970 et 2009. Les prix des services ont augmenté plus fortement que ceux des marchandises. C'est le reflet de l'augmentation de la productivité dans la production de marchandises, notamment celles durables (automobile, électronique, meuble, etc.). Les prix des ordinateurs personnels, par exemple, ont été divisés par deux entre décembre 2005 et décembre 2009. Les prix des marchandises non durables (énergie, alimentation, médicaments) ont moins bénéficié de gains de productivité car ils dépendent plus de l'évolution du prix des matières premières et couvrent des produits dont les prix sont en partie administrés. Les prix des services dépendent plus étroitement du coût de la main-d'œuvre que les prix des marchandises, leur progression a été plus soutenue.

Les comparaisons dans le temps de certains prix sont limitées du fait que la nature même des produits peut être notablement modifiée au fil des années. Si comparer le prix d'une coupe de coiffure entre 1977 et 2009 paraît relativement aisé, celui d'un téléphone fixe l'est déjà moins, et celui des consoles de jeux devient impossible.

G-37 Indice genevois des prix à la consommation, depuis 1977



Source : Office cantonal de la statistique - Genève / Office fédéral de la statistique

Les loyers, qui, sur la durée, augmentent de manière plus prononcée que l'ensemble des prix, comptent pour 37 % dans l'indice des prix des services privés, en décembre 2009. Parmi les autres éléments associés aux services privés, citons les médecins, l'hôtellerie et restauration, les services à la personne. Le prix des services publics suit de près l'ensemble des prix. Les établissements hospitaliers y comptent pour deux tiers.

Glossaire

Indice

Pour un indicateur donné, un indice exprime la progression de la valeur entre deux dates différentes. Il s'obtient en rapportant la valeur de la date de la période courante à celle du début de la période. L'indice est donc indépendant de l'unité de mesure originale. Dans cette publication, la date de référence (ou période de base) est en général 1970.

Par exemple, si le PIB suisse est de 225,9 milliards de francs en 1970 et de 235,6 milliards de francs en 1971 (soit une hausse de 4,3 %), l'indice 1970=100 sera de 100 en 1970 et de 104,3 en 1971. Si le PIB est de 243,7 milliards de francs en 1972 (+ 3,5 % en un an ou + 7,9 % en deux ans), l'indice passe à 107,9.

Dans le cadre d'une analyse chronologique graphique, le recours à un indice a plusieurs avantages :

- Quand le niveau d'un indicateur n'est pas pertinent pour l'analyse mais que son évolution l'est, le recours à un indice permet de constituer une série représentant l'évolution de son niveau. C'est souvent le cas avec les séries conjoncturelles, par exemple, l'indice des prix (graphique G-4), l'indice de cours du franc (graphique G-7) ou de la masse salariale (graphique G-21).
- Un indice permet de suivre l'évolution d'un indicateur sur une longue période dans une même unité malgré les éventuelles ruptures de série qui empêchent une comparabilité directe dans l'unité de mesure originale. Par exemple, l'emploi (graphique G-15).
- Un indice – qui est un nombre sans dimension – permet de comparer sur une même base deux indicateurs exprimés à l'origine dans une unité différente ou dont les ordres de grandeur sont très différents. Sur un graphique, on peut ainsi tracer les évolutions à l'aide d'une même échelle. Par exemple, dans le graphique G-11, les PIB suisse et genevois ou, dans le graphique G-29, la population et le parc de logements.

En francs ou à prix courants, en termes nominaux

Ces expressions désignent des valeurs monétaires (aux prix / en francs courants) ou des variations (en termes nominaux) exprimées avec les prix observés lors des périodes correspondantes. Elles sont peu utilisées pour les analyses chronologiques car les niveaux exprimés ainsi sont biaisés par l'évolution des prix. Un million de francs de 1970 n'est en effet pas équivalent à un million de francs de 2009. En l'indexant à l'aide de l'indice genevois des prix à la consommation, un million de francs en 1970 représente 3,1 millions en 2009.

En francs constants, aux prix de l'année X, en termes réels

Ces expressions désignent des valeurs monétaires (aux prix / en francs constants, aux prix de l'année « x ») ou des variations (en termes réels) qui éliminent les effets de la dévalorisation générale de la monnaie, autrement dit en déduisant le mouvement général des prix (déflater, en termes statistiques). Deux montants de deux périodes différentes sont alors directement comparables. Pratiquement, une évolution en francs constants s'obtient en divisant l'évolution d'une valeur courante par celle du niveau général des prix. L'évolution des prix utilisée comme déflateur n'est pas forcément celle des prix à la consommation. Elle doit correspondre aux valeurs considérées. Les PIB sont déflatés à l'aide d'un indice ad hoc, la valeur des exportations à l'aide de l'évolution des prix à la production (ou des prix à l'exportation). Pour certaines séries, comme le revenu cantonal, il n'existe aucun déflateur approprié. Il n'est donc disponible qu'aux prix courants.

Prix relatifs

Un prix relatif, pour un bien ou un service donné, reflète l'évolution du prix du bien ou service en question, déduction faite de l'évolution du niveau général des prix. L'objectif est de mesurer si l'évolution du prix du bien est plus ou moins forte que celle de l'ensemble des prix, c'est-à-dire s'il devient relativement « moins cher » ou « plus cher » avec le temps.

Graphiques : séries statistiques utilisées et sources

1. L'évolution de l'économie suisse : quelques points de repère

G-1 Produit intérieur brut (PIB) suisse réel, total et par habitant, depuis 1900

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel

Fréquence Annuelle, depuis 1900

Source Office fédéral de la statistique; pour 2009, estimation du Secrétariat d'Etat à l'économie

G-2 Variation annuelle du produit intérieur brut (PIB) suisse, en termes réels, depuis 1901

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

G-3 Variation annuelle du produit intérieur brut (PIB) suisse, en termes réels, depuis 1970

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

G-4 Indice suisse des prix à la consommation, par mois, depuis 1970

Indicateur Indice suisse des prix à la consommation

Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1970

Source Office fédéral de la statistique

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

G-5 Indice suisse des prix à la consommation pour des dépenses liées à l'énergie, par mois, depuis 1970

Indicateur Indice suisse des prix à la consommation *voir G-4*

Remarque Indice du prix relatif (voir glossaire)

G-6 Taux d'intérêt en Suisse, par mois, depuis 1970

Indicateur A court terme Dès janvier 1970 : Taux d'intérêt sur l'euro-marché, argent au jour le jour
Dès janvier 1974 : Taux d'intérêt sur l'euro-marché à trois mois
Dès janvier 1989 : Libor à 3 mois

Indicateur A long terme Dès janvier 1970 : Rendement moyen pour l'ensemble des emprunts de la Confédération
Dès janvier 1991 : Obligations de la Confédération à dix ans

Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1970

Source Banque nationale suisse

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

G-7 Taux de change du franc suisse, par mois, depuis 1973

Indicateur Indice nominal du cours du franc par rapport à 24 pays (principaux partenaires commerciaux)

Indicateur Indice nominal du cours du franc par rapport au dollar des Etats-Unis

Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1973

Source Banque nationale suisse

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

G-8 Cours des actions suisses, par mois, depuis 1970

Indicateur Dès janvier 1970 : Indice suisse des actions de la Banque nationale suisse
Dès juillet 1988 : Indice « Swiss Performance Index »

Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1970

Source Banque nationale suisse

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

G-9 Cours des actions suisses, par mois, depuis 1990

Indicateur Indice « Swiss Performance Index » *voir G-8*

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

2. Economie et population: une comparaison entre la Suisse et Genève

G-10 Revenu national / cantonal, de 1970 à 2005, et PIB suisse et genevois nominal, de 1993 à 2009

Indicateur Revenu national /cantonal

Fréquence En 1970 et 1975; annuelle de 1978 à 2005

Source Office fédéral de la statistique

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) genevois réel

Fréquence Annuelle, depuis 1992

Source Institut Créa de macroéconomie appliquée / Office cantonal de la statistique - Genève / Banque cantonale de Genève

G-11 PIB suisse et genevois réel, depuis 1992

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) suisse réel *voir G-1*

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) genevois réel *voir G-10*

G-12 Indicateur synthétique avancé LEA-PICTET-OCSTAT (LPO) pour le canton de Genève, variation mensuelle, depuis décembre 1983

Indicateur Indicateur synthétique avancé LEA-PICTET-OCSTAT (LPO) pour le canton de Genève

Fréquence Mensuelle, depuis décembre 1983

Source Laboratoire d'économie appliquée de l'Université de Genève

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 *voir G-1 et G-10*

G-13 Population en Suisse et dans le canton de Genève, depuis 1970

Indicateur Population résidante permanente en Suisse

Fréquence Annuelle, depuis 1970

Source Office fédéral de la statistique

Indicateur Statistique cantonale de la population

Remarque Définition de la population d'avant 2001, c'est-à-dire sans les personnes relevant du domaine de l'asile titulaires d'un permis N

Fréquence Annuelle, depuis 1970

Source Office cantonal de la statistique - Genève

G-14 Solde migratoire du canton de Genève, depuis 1970

Indicateur Statistique cantonale de la population *voir G-13*

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 *voir G-1 et G-10*

3. L'emploi

G-15 **Emploi en Suisse et dans le canton de Genève, depuis 1970**

Indicateur	Emploi en Suisse : Recensement des entreprises de 1965, 1975, 1985, 1991, 1995, 1998, 2001, 2005 et 2008 Indice de l'emploi dès 1981	
	Emploi à Genève : Recensement des entreprises de 1965, 1975, 1985, 1991, 1995, 1998, 2001, 2005 et 2008 Recensement cantonal de l'emploi de 1982 Indice de l'emploi dès 1985	
Fréquence	Annuelle (troisième trimestre), depuis 1970	
Remarque	Annualisation de la série depuis 1970 sur la base des calculs de l'Office cantonal de la statistique - Genève	
Source	Office fédéral de la statistique; Office cantonal de la statistique - Genève pour le recensement cantonal de 1982	
Indicateur	Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993	<i>voir G-1 et G-10</i>

G-16 **Main-d'œuvre étrangère active dans le canton de Genève, selon le permis, en avril, août et décembre, de 1970 à 2002**

Indicateur	Main-d'œuvre étrangère active selon le permis	
Fréquence	En avril, août et décembre, depuis 1970	
Source	Registre central des étrangers / Office fédéral des migrations	
Indicateur	Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse dès 1970, genevois dès 1993	<i>voir G-1 et G-10</i>
Indicateur	Emploi dans le canton de Genève	<i>voir G-15</i>

G-17 **Saisonniers actifs dans le canton de Genève, en avril, août et décembre, de 1970 à 2002**

Indicateur	Main-d'œuvre étrangère active selon le permis	<i>voir G-16</i>
Indicateur	Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993	<i>voir G-1 et G-10</i>

G-18 **Nombre de permis frontaliers et frontaliers étrangers en activité dans le canton de Genève, en avril, août et décembre, depuis 1970**

Indicateur	Nombre de permis : main-d'œuvre étrangère active selon le permis	<i>voir G-16</i>
Indicateur	Frontaliers étrangers en activité	
Fréquence	2e, 3e et 4e trimestres, depuis 1998	
Source	Office fédéral de la statistique	
Indicateur	Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993	<i>voir G-1 et G-10</i>
Indicateur	Emploi dans le canton de Genève	<i>voir G-15</i>

G-19 **Chômeurs inscrits dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970**

Indicateur	Nombre de chômeurs inscrits	
Fréquence	Mensuelle, depuis janvier 1970	
Source	Secrétariat d'Etat à l'économie / Office cantonal de l'emploi - Genève	
Indicateur	Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993	<i>voir G-1 et G-10</i>

G-20 **Taux de chômage en Suisse et dans le canton de Genève, par mois, depuis 1975**

Indicateur	Taux de chômage	
Fréquence	Mensuelle, depuis janvier 1975	
Source	Secrétariat d'Etat à l'économie / Office cantonal de l'emploi - Genève	

G-21 **Masse salariale versée dans le canton de Genève, en termes réels, par trimestre, depuis 1980**

Indicateur	Masse salariale versée dans le canton de Genève	
Fréquence	Trimestrielle, depuis le 1er trimestre 1980	
Source	Office cantonal de la statistique - Genève	
Indicateur	Emploi dans le canton de Genève	<i>voir G-15</i>
Indicateur	Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993	<i>voir G-1 et G-10</i>

4. Les indicateurs sectoriels de l'économie genevoise

G-22 Exportations du canton de Genève, par trimestre, depuis 1972

Indicateur Exportations du canton de Genève
 Fréquence Annuelle de 1972 à 1981, trimestrielle depuis le 1er trimestre 1982
 Source Administration fédérale des douanes
 Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993
voir G-1 et G-10

G-23 Exportations du canton de Genève selon la nature des marchandises, depuis 1972

Indicateur Exportations du canton de Genève
voir G-22

G-24 Exportations du canton de Genève selon le pays de destination, en 1983 et 2008

Indicateur Exportations du canton de Genève
voir G-22

G-25 Nuitées dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970

Indicateur Nuitées dans l'hôtellerie
 Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1970
 Source Office fédéral de la statistique
 Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 *voir G-1 et G-10*

G-26 Moyenne mensuelle des nuitées du canton de Genève, de 1970 à 2009

Indicateur Nuitées dans l'hôtellerie
voir G-25

G-27 Passagers à l'aéroport de Genève, par mois, depuis 1970

Indicateur Mouvements de passagers
 Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1970
 Source Aéroport international de Genève
 Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 *voir G-1 et G-10*

G-28 Indicateur synthétique de la marche des affaires pour l'industrie dans le canton de Genève, par mois, depuis octobre 1977

Indicateur Indicateur synthétique de la marche des affaires pour l'industrie
 Fréquence Mensuelle, depuis octobre 1977
 Source Centre de recherches conjoncturelles (KOF - EPFZ) / Office cantonal de la statistique - Genève
 Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 *voir G-1 et G-10*

G-29 Parc des logements, nombre de chambres et population dans le canton de Genève, depuis 1970

Indicateur Parc de logements
 Fréquence Annuelle, depuis 1970
 Source Office cantonal de la statistique - Genève
 Indicateur Nombre de chambres (pièces habitables sans la cuisine)
 Fréquence Annuelle, depuis 1970
 Source Office cantonal de la statistique - Genève
 Indicateur Population dans le canton de Genève
voir G-13

G-30 Logements construits (terminés) dans le canton de Genève, par trimestre, depuis 1970

Indicateur Logements construits (terminés)
 Fréquence Trimestrielle, depuis le 1er trimestre 1970
 Source Office cantonal de la statistique - Genève
 Indicateur Population dans le canton de Genève
voir G-13

G-31 Volume des bâtiments construits (terminés) dans le canton de Genève, par trimestre, depuis 1970

Indicateur Volume des bâtiments construits (terminés)

Fréquence Trimestrielle, depuis le 1er trimestre 1970

Source Office cantonal de la statistique - Genève

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 voir G-1 et G-10

G-32 Logements vacants, locaux vacants et taux de vacance des logements dans le canton de Genève, depuis 1985

Indicateur Nombre de logements vacants et taux de vacance des logements

Indicateur Nombre de locaux vacants

Fréquence Annuelle, depuis 1985

Source Office cantonal de la statistique - Genève

G-33 Niveau des loyers dans le canton de Genève et taux hypothécaire en Suisse, depuis 1970

Indicateur Indice genevois des loyers

Fréquence Annuelle (en mai), depuis 1970

Source Office cantonal de la statistique

Indicateur Taux hypothécaire en Suisse (hypothèques à taux variable)

Dès 1970 : Banques cantonales, nouvelles hypothèques, construction de logements

Dès 1977 : Moyenne non pondérée des relevés fournis par les banques à la Banque nationale suisse

Fréquence Annuelle (en mai), depuis 1970

Source Banque nationale suisse

G-34 Consommation d'électricité dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970

Indicateur Consommation d'électricité

Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1970

Source Services industriels de Genève

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 voir G-1 et G-10

G-35 Voitures en circulation dans le canton de Genève, par mois, depuis 1970

Indicateur Véhicules en circulation

Remarque A la suite d'une révision de la série statistique, les chiffres pour les années avant 1996 ont été redressés.

Fréquence Mensuelle, depuis janvier 1970

Source Office cantonal des automobiles et de la navigation

Indicateur Produit intérieur brut (PIB) réel : suisse jusqu'en 1992, genevois depuis 1993 voir G-1 et G-10

G-36 Indice genevois des prix à la consommation selon le genre de biens, depuis 1970

Indicateur Indice genevois des prix à la consommation

Fréquence Annuelle (en décembre), depuis 1970

Source Office cantonal de la statistique - Genève / Office fédéral de la statistique

G-37 Indice genevois des prix à la consommation, depuis 1977

Indicateur Indice genevois des prix à la consommation

Fréquence Annuelle (en décembre), depuis 1977

Source Office cantonal de la statistique - Genève / Office fédéral de la statistique

Collection
Analyses

Série
Etudes et documents

Numéros parus depuis 1995

- 19 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires sur le canton de Genève. Edition 1995
- 20 Un compte de la santé pour le canton de Genève. Méthodologie et estimation pour 1991
- 21 Projections démographiques pour le canton de Genève 1995-2020
- 22 Matériau pour une histoire de la statistique publique genevoise, 1896-1996
- 23 Féminin-masculin. Portrait statistique des femmes du canton de Genève vers 1996
- 24 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires sur le canton de Genève. Edition 1998
- 25 Statistiques de l'énergie à Genève. Une rétrospective commentée (1987-1996)
- 26 L'Année sociale en chiffres. Edition 1998
- 27 Projections démographiques pour le canton de Genève. Population résidente de 1999 à 2025
- 28 L'Année sociale en chiffres. Edition 1999
- 29 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires pour le canton de Genève. Edition 2001
- 30 Indicateur conjoncturel avancé genevois LEA-PICTET : guide méthodologique
- 31 L'Année sociale en chiffres. Edition 2001
- 32 Indice genevois des prix à la consommation (mai 2000 = 100). Principales caractéristiques
- 33 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2003
- 34 L'Année sociale en chiffres. Edition 2003
- 35 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2004
- 36 Le nouvel indice genevois des prix de la construction
- 37 Portrait statistique des étrangers vivant à Genève. Résultats du recensement fédéral de la population et autres sources
- 38 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2005
- 39 Demande de logements : définitions et mesures statistiques
- 40 Le découpage du canton de Genève en sous-secteurs statistiques
- 41 Personnes âgées dans le canton de Genève. Prise en charge et prestations sociales. Edition 2003
- 42 Indice genevois des prix à la consommation (décembre 2005 = 100). Principales caractéristiques
- 43 Le niveau des loyers à Genève. Statistique des loyers de mai 2006
- 44 Personnes âgées dans le canton de Genève. Prise en charge et prestations sociales. Edition 2004
- 45 La santé en chiffres. Recueil de statistiques socio-sanitaires sur le canton de Genève. Edition 2007
- 46 Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT de l'économie genevoise. Guide méthodologique de la révision 2007
- 47 Indicateurs du développement durable pour le canton de Genève
- 48 Indicateur avancé de l'emploi pour le canton de Genève (IAE)
- 49 Le domaine international à Genève
- 50 Estimation du PIB du canton de Genève

Publications de l'Office cantonal de la statistique

Diffusion sur papier *

Collection *Données générales*

Annuaire statistique

Recueil détaillé des principales statistiques annuelles concernant le canton de Genève dans son ensemble, ainsi que les communes. L'annuaire couvre l'ensemble des 21 domaines de la statistique publique cantonale. Ouvrage de référence paraissant en novembre. Il est disponible également sur CD Rom.

Mémento statistique

Synthèse des données essentielles sur le canton et les communes. Brochure annuelle gratuite, paraissant au printemps, éditée avec le soutien de la Banque cantonale de Genève (BCGE).

Bulletin statistique

Bulletin mensuel de 12 pages, édité en collaboration avec la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG). Choix des principales statistiques disponibles mensuellement.

Ce bulletin est complété (en mars, juin, septembre et décembre) de 4 pages de données trimestrielles.

Collection *Analyses*

Coup d'œil

Deux pages d'informations synthétiques et rapides destinées au grand public; éclairage statistique sur des questions d'intérêt général.

Communications statistiques

Série consacrée à la diffusion, vers un large public, de résultats statistiques marquants, l'accent étant mis sur le commentaire.

Etudes et documents

Série consacrée à la présentation des divers types d'études réalisées par l'OCSTAT : analyses périodiques ou ponctuelles, documents de référence, méthodologie.

Reflets conjoncturels

Cahier trimestriel, complété d'un supplément annuel, présentant une analyse commentée de la conjoncture économique pour le canton de Genève, illustré de nombreux graphiques.

*** A l'exception de l'Annuaire statistique, ces publications sont aussi disponibles sur le site Internet de l'OCSTAT.**

Diffusion sur Internet

Collection *Tableaux de bord*

Les Tableaux de bord sont diffusés sur le site Internet de l'OCSTAT, à l'adresse suivante :

http://www.ge.ch/statistique/publications/tb/welcome_tb.asp

Marché du travail

Feuille mensuelle présentant les principales informations relatives à l'évolution du chômage.

Bulletin d'information trimestriel présentant des informations de nature structurelle sur le chômage.

Les travailleurs frontaliers à Genève

Feuille semestrielle présentant les principales informations disponibles sur les titulaires de permis frontaliers et les frontaliers actifs.

Indices des prix à la consommation

Feuille mensuelle : tableaux portant sur les indices suisse et genevois, avec commentaires sur l'indice genevois.

Indice genevois des prix de la construction

Recueil semestriel de tableaux, avec commentaires et graphique, portant sur les résultats de l'indice.

Masse salariale versée dans le canton de Genève

Feuille trimestrielle portant sur la masse salariale versée dans le canton de Genève. Graphiques, tableaux et commentaires.

Enquêtes de conjoncture

Feuilles mensuelles ou trimestrielles présentant sous forme de graphiques et de tableaux les résultats des enquêtes de conjoncture auprès d'entreprises de l'industrie, de la construction, des services immobiliers, du commerce de détail, de l'hôtellerie-restauration et des autres branches des services.

Résultats statistiques

Les Résultats statistiques sont diffusés sur le site Internet de l'OCSTAT, à l'adresse suivante :

http://www.ge.ch/statistique/publications/rs/resultats/resultats_stat.asp

Ils proposent un bref commentaire des principales statistiques ou enquêtes annuelles produites ou diffusées par l'OCSTAT, complété par des liens sur les pages du site Internet présentant les résultats détaillés (tableaux, graphiques et note méthodologique).

Communiqués de presse

L'OCSTAT diffuse annuellement plus d'une quarantaine de communiqués de presse (diffusion de résultats, annonce de publications), téléchargeables à l'adresse suivante :

<http://www.ge.ch/statistique/publications/compresse/compresse.asp>